



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AIN

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°01-2018-042

PUBLIÉ LE 6 AVRIL 2018

Sommaire

01_DDT_Direction départementale des territoires de l'Ain

01-2018-02-19-003 - Arrêté portant approbation du document d'aménagement Forêt communale de chavannes-sur-suran 2017 / 2036 (3 pages)	Page 4
01-2018-02-02-001 - Arrêté portant approbation du document d'aménagement Forêt communale d'Armix 2017 / 2036 (2 pages)	Page 8
01-2018-01-24-002 - Arrêté portant approbation du document d'aménagement Forêt communale d'izenave 2017 / 2036 (2 pages)	Page 11
01-2018-03-28-001 - Arrêté portant déclaration d'intérêt général au titre de l'article L.211-7 du code de l'environnement et autorisation unique (volet loi sur l'eau et dérogation espèces protégées) en application de l'ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014 concernant les travaux de restauration de la continuité écologique de la Reyssouze au Moulin Peloux sur la commune de VIRIAT, portés par le Syndicat du Bassin Versant de la Reyssouze (11 pages)	Page 14

01_Pref_Préfecture de l'Ain

01-2018-03-26-002 - Arrêté n°2018-38 portant modification de l'agrément d'un organisme de formation conducteurs de taxi (2 pages)	Page 26
01-2018-03-27-003 - Arrêté n°2018-39 portant modification de l'agrément d'un organisme de formation conducteurs de taxi (2 pages)	Page 29
01-2018-03-14-005 - Conseil départemental Proposition d'ordonner une opération d'aménagement foncier agricole commune Val Revermont (30 pages)	Page 32

01_UDDIRECCTE_Unité départementale de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de l'Ain

01-2018-03-30-006 - Arrêté fixant la composition de l'observatoire d'analyse et d'appui au dialogue social et à la négociation (2 pages)	Page 63
01-2018-03-29-001 - Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP390527422 _FACIL IMPOTS (1 page)	Page 66
01-2018-03-30-001 - Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP800275141 _decl_SAVIN CLEMENT (1 page)	Page 68
01-2018-03-29-002 - Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP834039000 _CHANEL MICHEL ANDRE (1 page)	Page 70
01-2018-03-30-002 - Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP835372046 _HOME CONCEPT (2 pages)	Page 72
01-2018-03-30-003 - Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP838046159 _C_NET.rtf (1 page)	Page 75
01-2018-03-30-004 - Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP838094191 _EM CENTRE DEPANNAGE BRICOLAGE.rtf (1 page)	Page 77

01-2018-03-30-005 - Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la
personne enregistré sous le N° SAP838094191_LASSALLE DAMIEN (1 page)

Page 79

84_ARS_Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes

01-2018-03-27-004 - Arrêté DGARS 2018-1204 portant autorisation de transfert d'une
officine à THOISSEY dans l'AIN (2 pages)

Page 81

01_DDT_Direction départementale des territoires de l'Ain

01-2018-02-19-003

Arrêté portant approbation du document d'aménagement
Forêt communale de
chavannes-sur-suran 2017 / 2036



PRÉFECTURE DE LA RÉGION AUVERGNE - RHÔNE - ALPES

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ALIMENTATION,
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT
Service régional de la forêt, du bois et des énergies

Département : Ain
Surface de gestion : 425,58 ha
Révision d'aménagement forestier
Arrêté d'aménagement n° FR84-181

Arrêté portant approbation du document d'aménagement

Forêt communale de CHAVANNES-SUR-SURAN 2017 / 2036

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes,
Préfet du département du Rhône,

VU les articles L124-1, L212-1 à L212-3, D212-1, D212-2, R212-3, D212-5, D212-6 et D214-15 à D214-21-1 du Code Forestier ;

VU les articles L122-7 à L122-8, R122-23 et R122-24 du Code Forestier ;

VU les articles L414-4 et R414-19 du Code de l'Environnement ;

VU le schéma régional d'aménagement de Rhône-Alpes approuvé par arrêté du 23 juin 2006 ;

VU l'arrêté ministériel du 8 avril 1994 portant approbation de l'aménagement de la forêt communale de CHAVANNES-SUR-SURAN pour la période 1993-2012 ;

VU l'arrêté n° 2017- 421 du 24 octobre 2017 portant délégation de signature à Monsieur Michel SINOIR, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU le document d'objectifs du site Natura 2000 FR8201640 "Revermont et gorges de l'Ain" validé en date du 23 avril 2004 ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de CHAVANNES-SUR-SURAN en date du 21 novembre 2016, donnant son accord sur le projet d'aménagement forestier qui lui a été proposé par l'Office national des forêts et demandant le bénéfice de l'article L122-7 du code forestier au titre de la réglementation propre à Natura 2000 ;

VU le dossier d'aménagement déposé le 30 mai 2017 et complété le 16 février 2018 ;

CONSIDÉRANT que la mise en œuvre de l'aménagement susvisé ne portera pas atteinte aux objectifs de conservation du site Natura 2000 "Revermont et gorges de l'Ain";
SUR proposition du Directeur territorial de l'Office national des forêts ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La forêt communale de CHAVANNES-SUR-SURAN (Ain), d'une contenance de 425,58 ha, est affectée simultanément à la fonction de production ligneuse, à la fonction écologique et à la fonction sociale, dans le cadre d'une gestion durable multifonctionnelle.

Article 2 : Cette forêt comprend une partie boisée de 423,57 ha, actuellement composée de chêne pubescent (32%), chêne sessile (24%), charme (18%), épicéa commun (9%), pin noir d'Autriche (7%), frêne commun (4%), hêtre (2%), alisier blanc (1%), érable à feuilles d'obier (1%), pin sylvestre (1%) et sapin de Nordmann (1%). 2,01 ha sont non boisés.

La surface boisée, entièrement en sylviculture, sera traitée en futaie irrégulière sur 169,32 ha, en taillis sur 133,58 ha, en taillis-sous-futaie sur 67,74 ha et en futaie régulière sur 52,93 ha.

Dans les zones en sylviculture, les essences "objectif" principales qui déterminent sur le long terme les grands choix de gestion de ces peuplements seront le chêne sessile (138,43 ha), le chêne pubescent (135,25 ha), le hêtre (77,08 ha), l'épicéa commun (39,86 ha), le pin noir d'Autriche (27,18 ha), le douglas (5 ha) et le pin sylvestre (0,77 ha). Les autres essences seront maintenues comme essences d'accompagnement.

Article 3 : Pendant une durée de 20 ans (2017 - 2036)

– La forêt sera divisée en cinq groupes de gestion :

- un groupe d'amélioration, d'une contenance totale de 52,93 ha, qui sera parcouru par des coupes selon une rotation variant de 8 à 10 ans en fonction de l'état des peuplements ;
- un groupe de futaie irrégulière, d'une contenance de 169,32 ha, qui sera parcouru par des coupes visant à se rapprocher d'une structure équilibrée, selon une rotation de 10 ans ;
- un groupe de taillis sous futaie, d'une contenance de 67,74 ha, qui fera l'objet de coupes, selon une rotation de 40 ans ;
- un groupe de taillis simple, d'une contenance de 133,58 ha, qui ne fera l'objet d'aucune coupes durant cet aménagement ;
- un groupe hors sylviculture, d'une contenance de 2,01 ha, qui sera laissé en évolution naturelle.

– 4,1 km de route forestière seront créés en liaison avec des communes voisines afin d'améliorer la desserte du massif.

L'Office national des forêts informera régulièrement la commune de l'état de l'équilibre sylvo-cynégétique dans la forêt et proposera toutes les mesures nécessaires à son maintien ou son rétablissement, en s'assurant en particulier que le niveau des demandes de plans de chasse concernant la forêt est adapté à l'évolution des populations de grand gibier et des dégâts constatés sur les peuplements.

Les mesures définies par l'aménagement visant à la préservation de la biodiversité courante, ainsi qu'à la préservation des sols et des eaux de surface, seront systématiquement mises en œuvre.

Article 4 : Compte tenu des autorisations et accords susvisés et en application du 2° de l'article L122-7 du code forestier, les opérations d'exploitation et les travaux prévus par l'aménagement, à l'exclusion des travaux de création d'infrastructures de desserte, peuvent être réalisés sans être soumis aux formalités prévues par la réglementation propre à Natura 2000 relative à la zone spéciale de conservation FR8201640 "Revermont et gorges de l'Ain", instaurée au titre de la directive européenne "Habitats Faune Flore" du 21 mai 1992.

En application de l'article L.124-3 du code forestier, la présente approbation au titre de l'article L122-7 du code forestier permet au document d'aménagement de constituer une garantie de gestion durable, indépendamment de l'adhésion à la charte Natura 2000 ou de la signature d'un contrat Natura 2000.

Article 5 : Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et le directeur territorial de l'Office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de l'Ain.

Lyon, le 19 février 2018

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la Forêt,
Le chef du service régional de la forêt, du bois et des énergies
Hélène HUE

01_DDT_Direction départementale des territoires de l'Ain

01-2018-02-02-001

Arrêté portant approbation du document d'aménagement

Forêt communale d'Armix

2017 / 2036



PRÉFECTURE DE LA RÉGION AUVERGNE - RHÔNE - ALPES

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ALIMENTATION,
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT
Service régional de la forêt, du bois et des énergies

Arrêté portant approbation du document d'aménagement

Département : Ain
Surface de gestion : 102,76 ha
Révision d'aménagement forestier
Arrêté d'aménagement n° FR84-185

Forêt communale d'ARMIX 2017 / 2036

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes,
Préfet du département du Rhône,

VU les articles L124-1, L212-1 à L212-3, D212-1, D212-2, R212-3, D212-5, D212-6 et D214-15 à D214-21-1 du Code Forestier ;

VU les articles L414-4 et R414-19 du Code de l'Environnement ;

VU le schéma régional d'aménagement de Rhône-Alpes approuvé par arrêté du 23 juin 2006 ;

VU l'arrêté ministériel du 3 septembre 1996 portant approbation de l'aménagement de la forêt communale d'ARMIX pour la période 1995-2009 ;

VU l'arrêté n° 2017- 421 du 24 octobre 2017 portant délégation de signature à Monsieur Michel SINOIR, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU le document d'objectifs du site Natura 2000 FR8201641 "Milieux remarquables du Bas-Bugey" validé en date du 10 décembre 2010 ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune d'ARMIX en date du 28 novembre 2016, donnant son accord sur le projet d'aménagement forestier qui lui a été proposé par l'Office national des forêts ;

VU le dossier d'aménagement déposé le 31 mai 2017 ;

CONSIDÉRANT que la mise en œuvre de l'aménagement susvisé ne portera pas atteinte aux objectifs de conservation du site Natura 2000 "Milieux remarquables du Bas-Bugey";

SUR proposition du Directeur territorial de l'Office national des forêts ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La forêt communale d'ARMIX (Ain), d'une contenance de 102,76 ha, est affectée simultanément à la fonction de production ligneuse, à la fonction écologique et à la fonction sociale dans le cadre d'une gestion durable multifonctionnelle.

Article 2 : Cette forêt, entièrement boisée, est actuellement composée de chêne sessile (36%), hêtre (23%), chêne pubescent (20%), charme (10%), frêne (3%), épicéa commun (2%), pin noir d'Autriche (2%), érable à feuilles d'obier (2%) et alisier blanc (2%).

La surface boisée est constituée de 72,66 ha en sylviculture, qui seront traités en futaie irrégulière sur 24,77 ha, en taillis-sous-futaie sur 24,77 ha, en taillis sur 15,10 ha et en futaie régulière sur

8,02 ha. Le reste de la surface boisée, soit 30,10 ha, correspond à des zones hors sylviculture, laissées en évolution naturelle pendant la durée de l'aménagement.

Dans les zones en sylviculture, les essences "objectif" principales qui déterminent sur le long terme les grands choix de gestion de ces peuplements seront le hêtre (43,77 ha), le chêne sessile (11,54 ha), le chêne pubescent (11,54 ha), l'épicéa commun (2,95 ha), le pin noir d'Autriche (1,94 ha) et le mélèze d'Europe (0,92 ha). Les autres essences seront maintenues comme essences objectives associées ou comme essences d'accompagnement.

Article 3 : Pendant une durée de 20 ans (2017 - 2036)

– La forêt sera divisée en cinq groupes de gestion :

- un groupe d'amélioration, d'une contenance totale de 8,02 ha entièrement susceptibles de production ligneuse, qui sera parcouru, sur 4,42 ha, par des coupes selon une rotation de 8 ans ;
- un groupe de futaie irrégulière, d'une contenance de 24,77 ha entièrement susceptibles de production ligneuse, qui sera parcouru, sur 9,62 ha, par des coupes visant à se rapprocher d'une structure équilibrée, selon une rotation de 8 ans ;
- un groupe de taillis sous futaie, d'une contenance de 24,77 ha entièrement susceptibles de production ligneuse, qui fera l'objet de coupes, sur 6 ha, selon une rotation de 40 ans ;
- un groupe de taillis simple, d'une contenance de 15,10 ha entièrement susceptibles de production ligneuse, qui fera l'objet de coupes, sur 4 ha, selon une rotation de 40 ans ;
- un groupe hors sylviculture, d'une contenance de 30,10 ha, qui sera laissé en évolution naturelle.

– 1000 m de pistes seront créés afin d'améliorer la desserte du massif.

L'Office national des forêts informera régulièrement la commune de l'état de l'équilibre sylvo-cynégétique dans la forêt et proposera toutes les mesures nécessaires à son maintien ou son rétablissement, en s'assurant en particulier que le niveau des demandes de plans de chasse concernant la forêt est adapté à l'évolution des populations de grand gibier et des dégâts constatés sur les peuplements.

Les mesures définies par l'aménagement visant à la préservation de la biodiversité courante, ainsi qu'à la préservation des sols et des eaux de surface, seront systématiquement mises en œuvre.

Article 5 : Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et le directeur territorial de l'Office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de l'Ain.

Lyon, le 2 février 2018

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la Forêt,
Le chef du service régional de la forêt, du bois et des énergies

Hélène HUE

01_DDT_Direction départementale des territoires de l'Ain

01-2018-01-24-002

Arrêté portant approbation du document d'aménagement

Forêt communale d'izenave

2017 / 2036



PRÉFECTURE DE LA RÉGION AUVERGNE - RHÔNE - ALPES

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ALIMENTATION,
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT
Service régional de la forêt, du bois et des énergies

Département : Ain
Surface de gestion : 338,22 ha
Révision d'aménagement forestier
Arrêté d'aménagement n° FR84-184

Arrêté portant approbation du document d'aménagement

Forêt communale d'IZENAVE 2017 / 2036

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes,
Préfet du département du Rhône,

VU les articles L124-1, L212-1 à L212-3, D212-1, D212-2, R212-3, D212-5, D212-6 et D214-15 à D214-21-1 du Code Forestier ;

VU le schéma régional d'aménagement de Rhône-Alpes approuvé par arrêté du 23 juin 2006 ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 février 2002 portant approbation de l'aménagement de la forêt communale d'IZENAVE pour la période 2001-2015 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2017- 421 du 24 octobre 2017 portant délégation de signature à Monsieur Michel SINOIR, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune d'IZENAVE en date du 20 janvier 2017, donnant son accord sur le projet d'aménagement forestier qui lui a été proposé par l'Office national des forêts ;

VU le dossier d'aménagement déposé le 31 mai 2017 ;

SUR proposition du Directeur territorial de l'Office national des forêts ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La forêt communale d'IZENAVE (Ain), d'une contenance de 338,22 ha, est affectée prioritairement à la fonction de production ligneuse, à la fonction écologique et à la fonction sociale, dans le cadre d'une gestion durable multifonctionnelle.

Article 2 : Cette forêt, entièrement boisée, est actuellement composée d'épicéa commun (35%), sapin pectiné (21%), hêtre (12%) et feuillus divers (32%).

La forêt est constituée de 327,34 ha en sylviculture, qui seront traités en futaie régulière sur 197,54 ha et en futaie irrégulière sur 129,80 ha. Le reste de la surface boisée, soit 10,88 ha, correspond à des zones hors sylviculture, laissées en évolution naturelle pendant la durée de l'aménagement.

Dans les zones en sylviculture, les essences "objectif" principales qui déterminent sur le long terme les grands choix de gestion de ces peuplements seront le sapin pectiné (205,31 ha), l'épicéa commun (80,46 ha) et le hêtre (41,57 ha). Les autres essences seront maintenues comme essences objectifs associées ou comme essences d'accompagnement. L'épicéa commun et le sapin pectiné, bien présents mais peu à leur place dans cette forêt, seront à terme plus éloigné remplacés par le chêne sessile et le hêtre.

Article 3 : Pendant une durée de 20 ans (2017 - 2036)

– La forêt sera divisée en trois groupes de gestion :

- un groupe d'amélioration, d'une contenance de 197,54 ha entièrement susceptibles de production ligneuse, qui sera parcouru, sur 75,65 ha, par des coupes selon une rotation de 10 ans ;
- un groupe de futaie irrégulière, d'une contenance de 129,80 ha entièrement susceptibles de production ligneuse, qui sera parcouru, sur 111,12 ha, par des coupes visant à se rapprocher d'une structure équilibrée, selon une rotation de 10 ans ;
- un groupe hors sylviculture, d'une contenance de 10,88 ha, qui sera laissé en évolution naturelle.

– 2500 m de pistes seront créés afin d'améliorer la desserte du massif.

L'Office national des forêts informera régulièrement la commune de l'état de l'équilibre sylvo-cynégétique dans la forêt et proposera toutes les mesures nécessaires à son maintien ou son rétablissement, en s'assurant en particulier que le niveau des demandes de plans de chasse concernant la forêt est adapté à l'évolution des populations de grand gibier et des dégâts constatés sur les peuplements.

Les mesures définies par l'aménagement visant à la préservation de la biodiversité courante, ainsi qu'à la préservation des sols et des eaux de surface, seront systématiquement mises en œuvre.

Article 4 : Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et le directeur territorial de l'Office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de l'Ain.

Lyon, le 24 janvier 2018

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la Forêt,
Le chef du service régional de la forêt, du bois et des énergies

Hélène HUE

01_DDT_Direction départementale des territoires de l'Ain

01-2018-03-28-001

Arrêté portant déclaration d'intérêt général au titre de
l'article L.211-7 du code de l'environnement et
autorisation unique (volet loi sur l'eau et dérogation
espèces protégées) en application de
l'ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014 concernant les
travaux de restauration de la continuité
écologique de la Reyssouze au Moulin Peloux sur la
commune de VIRIAT, portés par le Syndicat du Bassin
Versant de la Reyssouze

Direction départementale des territoires

Service Protection et Gestion de l'Environnement

Unité Politique de l'Eau

ARRETÉ
portant déclaration d'intérêt général au titre de l'article L.211-7 du code de l'environnement et autorisation unique (volet loi sur l'eau et dérogation espèces protégées) en application de l'ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014 concernant les travaux de restauration de la continuité écologique de la Reyssouze au Moulin Peloux sur la commune de VIRIAT, portés par le Syndicat du Bassin Versant de la Reyssouze

Le préfet de l'Ain

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.211-1, L.214-1 et suivants, R.214-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et notamment ses articles 15 et 16 ;

VU l'ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement ;

VU le décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale et notamment son article 16 ;

VU le décret n° 2014-751 du 1^{er} juillet 2014 portant application de l'ordonnance n° 2014-619 susvisée ;

VU l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône Méditerranée approuvé le 3 décembre 2015 par le préfet coordonnateur de bassin ;

VU le plan de gestion des risques d'inondation du bassin Rhône Méditerranée approuvé le 7 décembre 2015 par le préfet coordonnateur de bassin ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 mai 2013 relatif à l'organisation administrative de la police de l'eau dans le département de l'Ain ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2008 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 juin 2013 relatif à la lutte contre l'ambrosie dans le département de l'Ain ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2017 donnant délégation de signature à M. Gérard PERRIN, directeur départemental des territoires de l'Ain ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 septembre 1873 portant règlement d'eau du moulin Peloux sur la Reyssouze sur la commune de VIRIAT et le procès verbal de récolement du 13 mai 1878 ;

VU le courrier du 27 décembre 2016 de M. Jean Pierre VENET, propriétaire du moulin Peloux, adressé à M. le préfet de l'Ain renonçant à tous droits d'eau attachés aux ouvrages ;

VU la convention signée entre le propriétaire du moulin Peloux et le bénéficiaire ;

VU la demande déposée le 29 décembre 2016 et complétée le 14 avril 2017, par le syndicat du bassin versant de la Reyssouze, représenté par son président, en vue d'obtenir une autorisation unique au titre de l'ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014 ; cette autorisation unique regroupe une demande au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement (loi sur l'eau) et une demande de dérogation prévue à l'article L.411-2 du même code (espèces protégées); ainsi que la déclaration d'intérêt général au titre de l'article L.211-7 du même code concernant son projet de restauration de la continuité écologique de la Reyssouze au Moulin Peloux sur la commune de VIRIAT ;

VU le dossier établi à l'appui de cette demande comprenant notamment une note de présentation/résumé non technique, une étude d'incidence, la justification de l'intérêt général ainsi qu'un mémoire en réponse à l'avis du CNPN ;

VU l'avis de la commission « espèces et communautés biologiques » du conseil national de la protection de la nature (CNPN) relatif à la faune et la flore en date du 10 juillet 2017, ainsi que le mémoire en réponse établi par le syndicat du bassin versant de la Reyssouze joints au dossier d'enquête publique ;

VU la lettre de la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes en date du 19 septembre 2017, validant le mémoire en réponse à l'avis du CNPN ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2017 portant ouverture de l'enquête publique entre le 23 octobre 2017 et le 24 novembre 2017 inclus ;

VU l'avis de l'Agence Française pour la Biodiversité du 12 mai 2017 ;

VU l'avis de l'agence régionale de santé du 15 février 2017 ;

VU l'avis favorable à la demande de Déclaration d'Intérêt Général du commissaire-enquêteur du 17 décembre 2017 ;

VU l'avis favorable à la demande d'autorisation unique au titre du code de l'environnement du commissaire-enquêteur du 17 décembre 2017 ;

VU le projet d'arrêté adressé au syndicat du bassin versant de la Reyssouze le 22 mars 2018 ;

VU la réponse du syndicat du bassin versant de la Reyssouze par mail en date du 23 mars 2018 ;

CONSIDÉRANT que les travaux prévus sont compatibles avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône Méditerranée et le plan de gestion des risques d'inondation du bassin Rhône Méditerranée suscités ;

CONSIDÉRANT que l'arasement des seuils rive gauche et rive droite associé à la création de rampes franchissables par les poissons constitue une solution technique convenable pour satisfaire à l'obligation de remise en état du site de telle sorte qu'aucune atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement ne perdure ;

CONSIDÉRANT que le maintien d'un écoulement réduit sous le moulin est nécessaire pour protéger les fondations du moulin d'un assèchement qui pourrait nuire à leur stabilité ;

CONSIDÉRANT que le projet s'inscrit dans l'intérêt de la protection de la faune et de la flore sauvages et de la conservation des habitats naturels (rétablissement de la continuité écologique de la Reyssouze) ;

CONSIDÉRANT qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante (prise en compte de mesures d'évitement et de réduction adaptées des impacts induits par la phase de travaux) ;

CONSIDÉRANT que la dérogation espèces protégées ne nuit pas au maintien, dans un état de

conservation favorable, des populations d'espèces protégées concernées dans leur aire de répartition naturelle compte tenu des mesures d'évitement et de réduction mises en œuvre, telles que détaillées ci-après (cf. Titre 3) ;

CONSIDÉRANT que compte-tenu du renoncement du propriétaire à faire valoir tout droit d'usage de l'énergie hydraulique qui va induire l'abrogation du règlement d'eau du 25 septembre 1873 et la perte du droit fondé en titre attaché aux ouvrages, l'intervention du syndicat du bassin versant de la Reyssouze en application de l'article L.211-7 du code de l'environnement revêt un réel caractère d'intérêt général ;

CONSIDÉRANT que l'article 15 de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale précise que « 2° Les demandes d'autorisation au titre du chapitre IV du titre I^{er} du livre II ou du chapitre II du titre I^{er} du livre V du code de l'environnement, ou de l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 ou de l'ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014 régulièrement déposées avant le 1er mars 2017 sont instruites et délivrées selon les dispositions législatives et réglementaires dans leur rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de la présente ordonnance » ;

ARRETE

Titre 1^{er} : objet de l'autorisation et de la déclaration d'intérêt général

ARTICLE 1 – BÉNÉFICIAIRE DE L'AUTORISATION UNIQUE

Le syndicat du bassin versant de la Reyssouze, dont le siège social est situé Moulin de Cézille 321 route de Foissiat à JAYAT, représenté par son président, est bénéficiaire de l'autorisation unique définie à l'article 2, pour son projet de restauration de la continuité écologique de la Reyssouze au Moulin Peloux sur la commune de VIRIAT, sous réserve des prescriptions définies dans le présent arrêté.

Le syndicat du bassin versant de la Reyssouze est ci-après désigné « le bénéficiaire ».

ARTICLE 2 – OBJET DE L'AUTORISATION UNIQUE

L'autorisation unique pour la réalisation du projet de restauration de la continuité écologique de la Reyssouze au Moulin Peloux sur la commune de VIRIAT tient lieu :

- d'autorisation au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement ;
- de dérogation aux interdictions d'atteintes aux espèces protégées au titre du 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement ;

Cette autorisation est limitativement délivrée pour les travaux décrits à la demande dans le dossier soumis à enquête publique et relevant des rubriques suivantes du tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Le bénéficiaire est tenu de respecter les prescriptions du présent arrêté sans préjudice de l'application des prescriptions fixées au titre d'autres législations.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à autorisation au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement. Les rubriques concernées listées dans le tableau annexé à l'article R.214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales correspondant
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) ; 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D).	autorisation	Arrêté du 28/11/2007
3.1.4.0	Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes : 1° Sur une longueur supérieure ou égale à 200 m (A) ; 2° Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m (D).	déclaration	Arrêté du 13/02/2002
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1° Destruction de plus de 200 m ² de frayères (A) ; 2° Dans les autres cas (D).	déclaration	Arrêté du 30/09/2014

ARTICLE 3 – DÉCLARATION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

La restauration de la continuité écologique de la Reyssouze au Moulin Peloux sur la commune de VIRIAT est déclarée d'intérêt général.

Le syndicat du bassin versant de la Reyssouze est autorisé à pénétrer ou à faire pénétrer dans toutes les propriétés riveraines, à titre temporaire et pour la durée des travaux, tout engin ou entreprise nécessaire aux travaux d'aménagement ou d'entretien prévus.

Titre 2 – dispositions techniques et spécifiques au volet « loi sur l'eau »

ARTICLE 4 – NATURE DES TRAVAUX

Les travaux consistent à rétablir la continuité écologique au droit du moulin Peloux. L'obstacle à la continuité écologique constitué par les vannages de décharge en rive gauche en amont du moulin est référencé sous le n° 63 542 dans le référentiel national des obstacles à l'écoulement.

Les travaux comprennent notamment :

- la démolition de l'ouvrage existant en rive gauche en amont du moulin et la réalisation d'un seuil d'alimentation du bief rive gauche ;
- la réalisation d'une rampe en enrochement franchissable par les poissons sur ce bief rive gauche avec reprise des berges et du lit sur une longueur de 30 m ;
- la démolition des enrochements constituant le seuil d'alimentation du bief en rive droite et la réalisation d'un seuil d'alimentation du bief rive droite ;
- la réalisation d'une rampe en enrochement franchissable par les poissons sur ce bief rive droite avec

reprise des berges et du lit sur une longueur de 17 ml ;

- la création de zones de mises en eau plus fréquentes et de mares sur la parcelle propriété du pétitionnaire en rive droite ;

- en tant que de besoin, des talutages de berges et la mise en place de banquettes dans le lit mineur dans l'emprise de la retenue actuelle du moulin ;

- la mise en place d'abreuvoirs pour le bétail et de clôtures en haut de berges.

ARTICLE 5 – PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

Mesures à prendre avant le démarrage des travaux :

- Les plans d'exécution des rampes en enrochement sont soumis à validation technique de la direction régionale de l'agence française pour la biodiversité afin de vérifier la fonctionnalité des rampes sur une plage de débit variant du QMNA5 à deux ou trois fois le module par une simulation hydraulique. Ils précisent les éléments suivants :
 - la pente des dévers latéraux de chaque rampe,
 - le diamètre des blocs pour diversification des écoulements et leur répartition (régulière ou rangées périodiques), leur hauteur émergente, leur concentration (voire espacements latéraux et entre rangées) et leur profil (face plane ou face arrondie).
- La rugosité de fond des rampes est validée par l'agence française pour la biodiversité. Deux solutions peuvent être mise en œuvre au choix du bénéficiaire :
 - soit débiter la pose des rugosités de fond en présence d'une personne de la direction régionale de l'agence française pour la biodiversité
 - soit réaliser une planche d'essai en parallèle qui est validée par une personne de la direction régionale de l'agence française pour la biodiversité ,
- Le bénéficiaire exige de son maître d'œuvre une attention particulière sur le suivi de la pose des macro-rugosités, dont la qualité est essentielle pour la fonctionnalité de la rampe.
- Le service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité est tenu informé dix jours avant de la date de début des travaux.
- Les travaux seront programmés et réalisés sur la période de juillet à novembre inclus, en dehors de la période de reproduction de la faune piscicole et de préférence en période de basses eaux. Le bénéficiaire ne peut réaliser les travaux en dehors de la période autorisée sans en avoir préalablement tenu informé le préfet, qui statue dans les conditions fixées à l'article 19 du décret du 1^{er} juillet 2014 susvisé.

Mesures à prendre pendant les travaux :

Les risques d'entraînement de matières en suspension sont pris en compte par la mise en place de boudins de filtrations et de rétention sédimentaire.

Mesures à prendre après les travaux :

À la fin des travaux, le bénéficiaire adresse au service police de l'eau de la DDT un compte-rendu de chantier qu'il aura établi au fur et à mesure de l'avancement de celui-ci. Y seront retracés le déroulement des travaux et toutes les mesures prises pour respecter les prescriptions du présent arrêté et les caractéristiques figurant dans le dossier, dans un délai de trois mois suivant la fin des travaux.

Un plan de récolement précisant la cote altimétrique telle que réalisée des deux ouvrages d'alimentation des biefs rive gauche et rive droite et du seuil modifié de la vanne sous le moulin sera fourni au service de police de l'eau et à l'Agence Française pour la Biodiversité, dans un délai de 3 mois après l'achèvement des travaux. Il sera accompagné du tableau de calcul de la répartition des débits entre les différents bras selon les débits qui est adapté aux cotes des ouvrages telles que réalisées.

Prescriptions particulières :

Une échelle limnimétrique, facilement accessible, est mise en place au droit du seuil d'alimentation du bief en rive gauche pour permettre le contrôle de la répartition des débits.

Un suivi hydro-biologique est réalisé par le bénéficiaire afin d'apprécier les bénéfices attendus de l'aménagement sur la continuité écologique et l'amélioration du peuplement piscicole dans l'emprise de l'ancienne retenue du moulin. Ce suivi est réalisé 2 ans puis 5 ans après la mise en service des aménagements et ses résultats communiqués à l'agence française pour la biodiversité.

ARTICLE 6 – RÉPARTITION DES DÉBITS :

Le débit de la Reyssouze se répartit à son arrivée sur le site du moulin du Peloux sur les 3 bras ou biefs constitués du bief en rive droite, du bief en rive gauche et du bief qui passe sous le moulin.

Afin de permettre le maintien d'un écoulement sous le moulin, le seuil de la vanne existante sous le moulin sera établi à la cote minimale de 208,60 NGF, soit au plus 1 cm en dessous du niveau du seuil d'alimentation du bras ou bief en rive gauche.

Si le débit de la Reyssouze baisse en dessous du débit mensuel d'étiage de retour 5 ans (QMNA5) évalué à 230 l/s, le seuil sous le moulin est rehaussé provisoirement de façon à privilégier l'écoulement du débit sur les bras rive droite et rive gauche jusqu'à un retour à des débits supérieurs à ce QMNA5 de 230 l/s. Cette intervention incombe au propriétaire de l'ancien moulin du Peloux.

Titre 3 : dérogation aux interdictions d'atteintes aux espèces protégées au titre du 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement

ARTICLE 7 – OBJET DE LA DÉROGATION

Le bénéficiaire, ainsi que ses éventuels mandataires opérant dans le cadre de l'exécution des prescriptions du présent arrêté, est autorisé à :

- détruire des spécimens d'espèces animales protégées,
- détruire, altérer ou dégrader des sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées,

tel que présenté dans le tableau ci-dessous.

Le bénéficiaire s'assure du respect de l'ensemble des obligations qui lui sont faites de la part de l'ensemble des intervenants sur les chantiers concernés par la présente dérogation.

DESTRUCTION, ALTERATION OU DEGRADATION DE SITES DE REPRODUCTION OU AIRES DE REPOS D'ESPECES ANIMALES PROTEGEES
INSECTES
Cuivré des marais (<i>Lycaena dispar</i>)

DESTRUCTION, PERTURBATION INTENTIONNELLE DE SPECIMENS D'ESPECES ANIMALES PROTEGEES
INSECTES
Cuivré des marais (<i>Lycaena dispar</i>)

TRANSPORT EN VUE DE RELACHER DANS LA NATURE D'ESPECES ANIMALES PROTEGEES
INSECTES
Cuivré des marais (<i>Lycaena dispar</i>)

ARTICLE 8 – PÉRIMÈTRE DE DÉROGATION

Le bénéficiaire doit se conformer strictement au périmètre défini dans le dossier de demande (périmètre d'aménagement).

ARTICLE 9 – PRESCRIPTIONS

Le bénéficiaire ainsi que ses éventuels mandataires opérant dans le cadre de l'exécution des prescriptions du présent arrêté, doivent dans ce cadre respecter les engagements en faveur de la faune détaillés ci-dessous, découlant de la demande de dérogation (dossier de demande d'autorisation unique, Version 2 - avril 2017, et mémoire en réponse aux observations du CNPN établi par le bénéficiaire).

MESURES D'EVITEMENT (cf. pages 91/92 du dossier de demande d'autorisation unique)

La zone de travail et les bandes de roulement sont balisés (à l'aide de piquets et rubalise, filets avertisseurs, etc.) de façon à ce que les aires de manœuvres des engins, d'acheminement et de dépôt de matériel évite toute atteinte aux habitats d'espèces patrimoniales situés à proximité.

MESURES DE REDUCTION (cf. pages 91/92 du dossier de demande de dérogation)

Le personnel en charge de la réalisation des travaux est sensibilisé aux risques de nuisances sur la faune et la flore et formé aux mesures prescrites. Leur application est vérifiée par le conducteur de travaux et des visites régulières du bénéficiaire.

En cas de nécessité de travaux d'abattage, ceux-ci s'effectueront en période de moindre impact pour l'avifaune, en dehors de la période de reproduction.

Les hauts de talus au droit du projet sont replantés d'espèces ligneuses indigènes, et une revégétalisation des surfaces travaillées est réalisée.

Sur la parcelle située en rive droite de la Reyssouze, appartenant au bénéficiaire, des mares alimentées par le bief rive droite sont créées par décaissement du terrain naturel ; les abords sont plantés d'espèces adaptées aux conditions et à la fréquence de mise en eau.

Entre le moulin et le pont situé en amont, des travaux ponctuels de terrassement et de plantations sont réalisés pour accompagner l'évolution naturelle attendue du lit d'étiage de la Reyssouze après arasement du seuil.

MESURES DE SUIVI

Un suivi des effets du projet vis-à-vis du Cuivré des marais et de son habitat est réalisé sous contrôle d'un écologue afin de mesurer l'efficacité des mesures et de les adapter si besoin : 2 et 5 ans après la mise en place des mesures prescrites.

Les rapports de suivi sont transmis à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes.

Le bénéficiaire contribue à l'Inventaire du Patrimoine Naturel par la saisie ou, à défaut, par le versement des données brutes de biodiversité acquises à l'occasion des études d'évaluation préalable ou de suivi des impacts réalisées dans le cadre du présent arrêté.

On entend par données brutes de biodiversité les données d'observation de taxons, d'habitats d'espèces ou d'habitats naturels, recueillies par observation directe, par bibliographie ou par acquisition de données auprès d'organismes détenant des données existantes.

Ces données sont transmises à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, référente du volet régional du Système d'Information sur la Nature et les Paysages (SINP), suivant un format informatique d'échange permettant leur intégration dans les bases de données existantes.

Les résultats des suivis seront rendus publics, le cas échéant via le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, l'amélioration des évaluations d'impacts et le retour d'expérience pour d'autres projets.

Titre 4 : dispositions communes

ARTICLE 10 – CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION UNIQUE ET MODIFICATION

Les installations, ouvrages, travaux ou activités objets de la présente autorisation sont situés installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation unique, sans préjudice des dispositions de la présente autorisation, des arrêtés complémentaires et des

réglementations en vigueur.

Toute modification apportée par le bénéficiaire à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation unique, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions de l'article L.181-14 du code de l'environnement.

Le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires.

S'il estime que les modifications sont substantielles, le préfet invite le bénéficiaire de l'autorisation à déposer une nouvelle demande d'autorisation.

ARTICLE 11 – LIMITATION DES RISQUES DE PROLIFÉRATION D'ESPÈCES VÉGÉTALES EXOTIQUES ENVAHISSANTES

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 3 juin 2013 relatif à la lutte contre l'ambrosie dans le département de l'Ain seront respectées.

En phase de travaux :

Si des espèces invasives sont déjà présentes sur le site, le bénéficiaire mettra en œuvre l'ensemble des dispositions nécessaires pour éviter la dissémination (arrachage, plantation dense d'espèces indigènes inféodées à la ripisylve et arrachage des repousses des plantes invasives).

Durant le chantier, les terres contaminées par des espèces invasives (renouée du Japon, ambrosie) seront évacuées vers un centre agréé.

Un nettoyage complet des engins est obligatoirement réalisé avant l'arrivée sur le chantier. Si malgré les précautions prises, les engins ont été en contact avec des espèces envahissantes, un nettoyage est nécessaire avant de quitter le chantier. Il sera ainsi exigé dans les dossiers de consultation des entreprises que les engins soient propres et les matériaux apportés sains de toute espèce invasive.

À titre préventif, les zones remaniées et laissées à nu sont rapidement recouvertes par des géotextiles ou végétalisées avec des espèces autochtones en effectuant des sur-semis d'espèces indigènes adaptées, telles que l'Avoine élevée (*Arrhenatherum elatius*) ou le Brome dressé (*Bromus erectus*) sur les tas de terre. Ceci concerne plus particulièrement les dégagements d'emprise favorable à l'explosion d'espèces comme l'Ambrosie.

ARTICLE 12 – LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Le stationnement des engins, le stockage de produits pouvant avoir un effet nocif sur l'environnement, le ravitaillement, le nettoyage des engins et du matériel, sont réalisés dans une zone spécialement définie et aménagée à cet effet (plateforme étanche, confinement des eaux de ruissellement).

Aucun rejet de substances polluantes n'est réalisé.

Les déchets y compris les inertes ainsi que les produits du déboisement, défrichage et dessouchage sont exportés en dehors du site vers les filières de traitement appropriées.

Seules des huiles biodégradables sont utilisées.

Les sites d'intervention seront nettoyés et remis en état.

Toutes dispositions seront prises de manière à limiter les émissions de poussières lors de la phase travaux.

La largeur du fuseau de l'emprise des travaux sera limitée aux besoins du chantier.

ARTICLE 13 – LUTTE CONTRE LE BRUIT

Les dispositions de l'article 16 de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2008 seront respectées à savoir que les travaux susceptibles d'être source de nuisances sonores pour le voisinage sont interdits tous les

jours de la semaine de 20 h à 7 h, toute la journée des dimanches et jours fériés.

ARTICLE 14 – CARACTÈRE DE LA DÉCISION - DURÉE DE L'AUTORISATION UNIQUE

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État conformément aux dispositions de l'article 7 de l'ordonnance du 12 juin 2014 susvisée.

L'autorisation et la déclaration d'intérêt général sont accordées pour une durée de 3 années à compter de la notification du présent arrêté.

Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'autorisation unique cesse de produire effet, si les travaux n'ont pas été exécutés, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent arrêté.

La prorogation de l'arrêté portant autorisation unique peut être demandée par le bénéficiaire avant son échéance dans les conditions fixées par l'article 21 du décret du 1^{er} juillet 2014 susvisé.

Le bénéficiaire ou son représentant doit être porteur du présent arrêté lors des opérations citées à l'article 1 et il est tenu de présenter à toute demande des agents commissionnés au titre de l'environnement.

La durée totale et l'échéancier de mise en œuvre des mesures compensatoires espèces protégées sont fixées à l'article 9.

ARTICLE 15 – DÉCLARATION D'ACCIDENT OU D'INCIDENT

Dès qu'il en a connaissance, le bénéficiaire est tenu de déclarer au préfet, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures susceptibles d'être prescrites par le préfet, le bénéficiaire est tenu de prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire est responsable des accidents ou dommages imputables à l'utilisation de l'ouvrage ou de l'installation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité.

ARTICLE 16 – MODALITÉS D'ACCÈS AUX LIEUX DES TRAVAUX ET SITES DE COMPENSATION

Le bénéficiaire est tenu de laisser accès aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues aux articles L.171-1 et L.172-1 et suivants du code de l'environnement. Cet accès concerne les aménagements autorisés par le présent arrêté ainsi que les sites sur lesquels sont mis en œuvre les mesures de compensation. Les fonctionnaires et agents chargés des contrôles peuvent se faire communiquer et prendre copie des documents relatifs au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté, quel que soit leur support et en quelques mains qu'ils se trouvent, et qui sont nécessaires à l'accomplissement de leur mission (articles L.171-3 et L.172-11 du code de l'environnement).

ARTICLE 17 – CONDITIONS DE SUIVI DES AMÉNAGEMENTS

La surveillance et l'entretien des rampes seront assurés par le bénéficiaire.

ARTICLE 18 – RESPONSABILITÉ DU BÉNÉFICIAIRE

Les prescriptions du présent arrêté, ainsi que la surveillance du service chargé de la police de l'eau, ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du bénéficiaire, qui demeure pleine et entière, notamment en ce qui concerne les dispositions techniques mises en œuvre pour réaliser les aménagements.

ARTICLE 19 – SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PÉNALES

Le non-respect des dispositions du présent arrêté peut donner lieu aux sanctions administratives prévues par les articles L.171-7 et 171-8 du code de l'environnement.

Les infractions pénales aux dispositions du présent arrêté sont punies des peines prévues à l'article L.415-3 du Code de l'environnement.

ARTICLE 20 – DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Il appartient au bénéficiaire de se pourvoir, le cas échéant, auprès de qui de droit (collectivité locale ou particulier) pour obtenir les autorisations nécessaires à l'établissement des aménagements situés hors de sa propriété.

ARTICLE 21 – AUTRES RÉGLEMENTATIONS

La présente autorisation ne dispense pas le pétitionnaire de se conformer aux dispositions et/ou d'obtenir les autorisations prévues au titre d'autres lois et règlements.

ARTICLE 22 – PUBLICATION

En application du 2° du I de l'article 24 du décret du 1^{er} juillet 2014 susvisé et, le cas échéant, de l'article R.214-19 du code de l'environnement :

- La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Ain dans un délai de quinze jours à compter de l'adoption de la décision ;
- Un extrait de la présente autorisation, indiquant notamment les motifs qui l'ont fondée ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette opération est soumise est affiché pendant une durée minimale d'un mois en mairie de VIRIAT ;
- Un dossier sur l'opération autorisée est mis à la disposition du public à la direction départementale des territoires de l'Ain, service protection et gestion de l'environnement et en mairie de VIRIAT pendant deux mois à compter de la publication du présent arrêté ;
- Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation est publié par le préfet aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux diffusés dans le département de l'Ain ;
- La présente autorisation sera mise à disposition du public sur le site Internet des services de l'Etat dans l'Ain pendant une durée d'au moins 1 an.

ARTICLE 23 – DÉLAI ET VOIE DE RECOURS : ARTICLES R.181-50 À R.181 52 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :

1° Par le bénéficiaire dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R.181-50 du code de l'environnement, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les

articles L.411-6 et L.122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement.

ARTICLE 24 – EXÉCUTION

Le directeur départemental des territoires de l'Ain, la directrice de la DREAL de la région Auvergne-Rhône-Alpes, le syndicat du bassin versant de la Ressource et le maire de la commune de VIRIAT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée :

- au chef du service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité de l'Ain,
- au chef du service départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- au délégué départemental de l'Ain de l'agence régionale de santé Rhône-Alpes

Fait à Bourg en Bresse, le 28 mars 2018

Le préfet,
par délégation du préfet
le directeur départemental des territoires,
signé : Gérard PERRIN

01_Pref_Préfecture de l'Ain

01-2018-03-26-002

Arrêté n°2018-38 portant modification de l'agrément d'un
organisme de formation conducteurs de taxi

Sous-Préfecture de Belley

Bureau des réglementations

ARRETE n° 2018-38 portant modification de l'agrément d'un organisme de formation habilité à dispenser la formation initiale et continue des conducteurs de taxi et portant extension aux formations à la mobilité des conducteurs de taxi

Le Préfet de l'Ain

VU le code des transports et notamment ses articles R.3120-8-2 et R.3120-9 ;

VU le code du travail, notamment ses articles L.6351-1 à L.6355-24 et R.6316-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 06 avril 2017 relatif au programme et à l'évaluation des épreuves des examens d'accès aux professions de conducteur de taxi et de conducteur de voiture de transport avec chauffeur ;

VU l'arrêté ministériel du 11 août 2017 relatif à l'agrément des centres de formation habilités à dispenser la formation initiale et continue des conducteurs de taxi et des conducteurs de voiture de transport avec chauffeur ;

VU l'arrêté ministériel du 11 août 2017 relatif à la formation continue des conducteurs de taxi et des conducteurs de voiture de transport avec chauffeur et à la mobilité des conducteurs de taxi ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 février 2018 portant délégation à Mme Pascale PREVEIRAUULT, Sous-Préfète de BELLEY;

VU l'arrêté du Préfet de l'AIN du 09 octobre 2015 n° 2015-01-001 portant agrément d'un organisme de formation au certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi ;

Vu la demande formulée le 9 novembre 2017 par M. Jean-Claude FRANCON, président de l'association dénommée « Formation Nationale des Taxis Indépendants », sollicitant l'extension de l'agrément susvisé afin de réaliser la formation à la mobilité de conducteurs de taxi ;

Considérant que la demande est conforme à la réglementation en vigueur ;

ARRETE

ARTICLE 1er - l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 09 octobre 2015 est modifié comme suit :

« l'agrément n° **2015-01-001** délivré à Monsieur Jean-Claude FRANCON président de l'association dénommée « Formation Nationale des Taxis Indépendants » est étendu aux formations à la mobilité des conducteurs de taxi

ARTICLE 2 - les autres dispositions de l'arrêté préfectoral n°2015-01-001 restent inchangés

ARTICLE 3 La Sous-Préfète de BELLEY est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au dirigeant visé à l'article 1^{er} du présent arrêté et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Ain.

BELLEY, le 26 mars 2018

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation
La Sous-Préfète de Belley

Signé : Pascale PREVEIRAULT

01_Pref_Préfecture de l'Ain

01-2018-03-27-003

Arrêté n°2018-39 portant modification de l'agrément d'un
organisme de formation conducteurs de taxi

Sous-Préfecture de Belley

Bureau des réglementations

ARRETE n° 2018-39 portant modification de l'agrément d'un organisme de formation habilité à dispenser la formation initiale et continue des conducteurs de taxi et portant extension aux formations à la mobilité des conducteurs de taxi

Le Préfet de l'Ain

VU le code des transports et notamment ses articles R.3120-8-2 et R.3120-9 ;

VU le code du travail, notamment ses articles L.6351-1 à L.6355-24 et R.6316-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 06 avril 2017 relatif au programme et à l'évaluation des épreuves des examens d'accès aux professions de conducteur de taxi et de conducteur de voiture de transport avec chauffeur ;

VU l'arrêté ministériel du 11 août 2017 relatif à l'agrément des centres de formation habilités à dispenser la formation initiale et continue des conducteurs de taxi et des conducteurs de voiture de transport avec chauffeur ;

VU l'arrêté ministériel du 11 août 2017 relatif à la formation continue des conducteurs de taxi et des conducteurs de voiture de transport avec chauffeur et à la mobilité des conducteurs de taxi ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 février 2018 portant délégation à Mme Pascale PREVEIRAU, Sous-Préfète de BELLEY ;

VU l'arrêté du Préfet de l'AIN du 03 décembre 2015 n° 2015-01-003 portant agrément d'un organisme de formation au certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi ;

Vu la demande formulée le 2 novembre 2017 par M. Christian LABESQUE, président de l'association dénommée « Ain Formation Taxi », sollicitant l'extension de l'agrément susvisé afin de réaliser la formation à la mobilité de conducteurs de taxi ;

Considérant que la demande est conforme à la réglementation en vigueur ;

ARRETE

ARTICLE 1er - l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 03 décembre 2015 est modifié comme suit :

« l'agrément n° **2015-01-003** délivré à Monsieur Christian LABESQUE président de l'association dénommée « Ain Formation Taxi » est étendu aux formations à la mobilité des conducteurs de taxi

ARTICLE 2 - les autres dispositions de l'arrêté préfectoral n°2015-01-003 restent inchangés

ARTICLE 3 La Sous-Préfète de BELLEY est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au dirigeant visé à l'article 1^{er} du présent arrêté et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Ain.

BELLEY, le 27 mars 2018

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation
La Sous-Préfète de Belley

Signé : Pascale PREVEIRAULT

01_Pref_Préfecture de l'Ain

01-2018-03-14-005

Conseil départemental Proposition d'ordonner une
opération d'aménagement foncier agricole commune Val
Revermont

Le Président du Conseil Départemental certifie
la présente décision a été reçue le 14 mars 2018
Préfecture de l'Ain, en application de l'article 45
la loi 82.213 du 2 Mars 1982 et qu'elle a été pub
ou notifiée le .
001-220100010-20180312-46350-DE-1-1

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE L'AIN

COMMISSION PERMANENTE
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 12 MARS 2018



Rapport : n° CP2018-03/0091

OBJET : Proposition d'ordonner une opération d'aménagement foncier agricole et forestier sur la commune de Val-Revermont.

(Direction Générale Adjointe Infrastructures et déplacements - Service des affaires foncières)

La Commission permanente du Conseil départemental,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment sa troisième partie relative au Département ;
- Vu le titre II du livre 1er du Code rural et de la pêche maritime ;
- Vu le Code de l'environnement ;
- Vu la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée pour l'exécution des travaux publics et notamment son article 1er ;
- Vu la loi n° 374 du 6 juillet 1943, validée par la loi du 28 mars 1957, relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;
- Vu l'étude d'aménagement prévue aux articles L.121-1 et L.121-13 du code rural et de la pêche maritime et réalisée conformément aux dispositions de l'article R.121-20 dudit code en ce qui concerne la protection de l'environnement, la mise en valeur des paysages et la maîtrise de l'eau ;
- Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil général du 11 avril 2016 ;

- Vu les propositions de la commission communale d'aménagement foncier de Val-Revermont dans ses séances des 18 février 2016 et 14 novembre 2016 ;

- Vu l'avis du conseil municipal de Val-Revermont en date du 31 janvier 2017 ;

- Vu l'arrêté préfectoral du 15 mars 2016 portant autorisation de pénétrer dans les propriétés privées pendant la durée des opérations d'aménagement foncier, conformément à l'article 1^{er} de la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics ;

- Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2017 fixant les prescriptions que devra respecter la commission d'aménagement foncier de Val-Revermont dans l'organisation du plan du nouveau parcellaire et l'élaboration du programme de travaux connexes, en vue de satisfaire aux principes posés notamment par l'article L.211-1 du code de l'environnement ;

- Vu l'arrêté de Monsieur le Président du Conseil départemental du 16 mai 2017 fixant la liste des travaux réglementés dans le cadre de l'aménagement foncier de Val-Revermont ;

- Vu la délibération du Conseil départemental n° AD2017-07/1.0030 du 10 juillet 2017 donnant délégation à la Commission permanente pour statuer sur toute affaire, à l'exception de celles visées aux articles L 3312-1, L 1612-12 à L 1612-15 du Code général des Collectivités Territoriales, et des attributions déléguées directement au Président du Conseil départemental ;

- Vu les crédits disponibles sur le budget départemental ;

- Vu le rapport du 23/02/2018 de monsieur le Président du Conseil départemental de l'Ain.

Par délibération du 11 avril 2016, l'Assemblée départementale s'est prononcée favorablement sur le projet d'aménagement foncier agricole et forestier envisagé sur la commune de Val-Revermont, selon le périmètre et les prescriptions proposées par la commission communale d'aménagement foncier (CCAF) locale. Monsieur le Président a été autorisé à organiser l'enquête publique préalable prescrite par l'article L.121-14 (2^{ème} alinéa) du Code rural et de la pêche maritime.

Ledit article prévoit qu'à l'issue de l'enquête publique, l'opération est ordonnée par délibération du Conseil départemental, après avis de la commission communale d'aménagement foncier (CCAF) et du conseil municipal de la commune concernée.

La délibération ordonnant l'opération doit également fixer le périmètre correspondant et comporter la liste des prescriptions environnementales fixées par le Préfet par arrêté du 20 décembre 2017. Celles-ci devront être respectées par la CCAF dans l'organisation du plan du nouveau parcellaire et l'élaboration du programme de travaux connexes, en vue de satisfaire aux principes posés notamment par l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Au vu des résultats de l'enquête publique, qui s'est déroulée du 30 mai au 1^{er} juillet 2016 dans la commune de Val-Revermont, la CCAF réunie le 14 novembre 2016 a proposé la mise en œuvre d'un aménagement foncier agricole et forestier portant sur un périmètre d'une superficie de 1 635 hectares. Le Conseil municipal de Val-Revermont a émis un avis favorable sur cette proposition par délibération du 31 janvier 2017.

Un marché a été signé le 27 avril 2017 avec le Cabinet Bablet-Magnien-Gaud pour un montant de 598 342 € HT, soit 718 010, 40 TTC, afin d'élaborer le projet du nouveau parcellaire et le programme de travaux connexes en concertation avec la commission communale d'aménagement foncier.

Les crédits nécessaires au financement de cette dépense sont inscrits sur l'opération 12X06100 AFAF Val-Revermont (Programme AMEFONCIER - AP 2009/1).

Après en avoir délibéré, conformément à la délégation de compétence consentie par le Conseil départemental ;

1) **DECIDE** de la mise en œuvre d'une procédure d'aménagement foncier agricole et forestier sur la commune de Val-Revermont, selon les modalités suivantes :

Article 1er : La procédure d'aménagement foncier agricole et forestier est ordonnée sur une partie du territoire de la commune de Val-Revermont (Ain).

Article 2 : Le périmètre des opérations représente une surface cadastrale de 1 635 hectares, conformément au plan et à la liste des parcelles qui resteront annexés à la présente délibération.

Article 3 : Les opérations commenceront dès l'affichage en mairie de Val-Revermont de la présente délibération.

Article 4 : Les agents de l'administration et toutes les personnes chargées des opérations d'aménagement foncier agricole et forestier sont autorisés à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées situées dans le périmètre défini à l'article 2 ci-dessus, dans les conditions prévues à l'article 1er de la loi du 29 décembre 1892.

Article 5 : La destruction, la détérioration ou le déplacement des signaux, bornes et repères donnent lieu à l'application des articles 322-1 à 322-4 du code pénal. Les dommages et intérêts pourront atteindre le montant des dépenses nécessitées par la reconstitution des éléments de signalisation, y compris celles afférentes aux opérations topographiques.

*Article 6 : A compter de la date d'affichage de la présente délibération et jusqu'à la clôture des opérations, à l'intérieur du périmètre, les travaux suivants **sont soumis à autorisation du Président du Conseil départemental**, après avis de la commission communale d'aménagement foncier :*

- destruction d'espaces boisés ou de boisements linéaires,
- coupe ou arrachage d'arbres ou de haies,

- irrigation mobile,

La commission vérifiera que ces travaux ne sont pas de nature à entraver la réalisation de l'aménagement foncier.

La coupe de cépées et taillis conduite en bon père de famille, exploitation normale et courante du bois, n'est pas soumise à autorisation. Elle devra néanmoins être portée à la connaissance de la commission communale d'aménagement foncier.

Article 7 : *A compter de la date d'affichage de la présente délibération et jusqu'à la clôture des opérations, conformément à l'article L.121-19 du code rural et de la pêche maritime, la **préparation et l'exécution des travaux de nature à modifier l'état des lieux sont interdites** à l'intérieur du périmètre, notamment :*

- établissement de clôtures, création de fossés ou chemins,
- création de réseaux fixes de drainage ou d'irrigation,
- création de réseaux de transport d'énergie (gaz, électricité) ou de communication,
- réalisation de puits ou de forage,
- création ou suppression d'abreuvoirs,
- réalisation de plantations ou de cultures pluriannuelles,
- construction de tout bâtiment.

Article 8 : *L'interdiction ou le refus d'autorisation prononcé en application des articles 6 et 7 n'ouvrent pas droit à indemnité. Les travaux exécutés en violation de ces articles ainsi que les constructions réalisées après la date d'affichage de la présente délibération ne seront pas retenus en plus-value dans l'établissement de la valeur d'échange des parcelles intéressées et ne donneront pas lieu au paiement d'une soulte. L'exécution des travaux en infraction avec les dispositions de ces articles sera punie conformément aux articles L.121-22 et L.121-23 du code rural et de la pêche maritime. La remise en état sera réalisée aux frais des contrevenants dans les conditions fixées par l'article R.121-27 du code rural et de la pêche maritime.*

Article 9 : *Les prescriptions que la commission communale d'aménagement foncier devra prendre en compte pour l'application de l'article L.211-1 du code de l'environnement sont fixées par l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2017 qui sera annexé à la présente délibération.*

Article 10 : *A compter de la date d'affichage de la présente délibération et jusqu'à la date de la clôture des opérations, tout projet de mutation entre vifs doit être porté à la connaissance de la commission communale, en application de l'article L.121-20 du code rural et de la pêche maritime.*

Article 11 : *Conformément à l'article L.123-4 du code rural et de la pêche maritime :*

- a) *la tolérance entre la valeur en productivité réelle des attributions d'un propriétaire par nature de culture et la valeur en productivité réelle des apports de ce propriétaire par nature de culture est de 20 % ;*
- b) *la surface en deçà de laquelle les apports d'un propriétaire pourront être compensés par des attributions dans une nature de culture différente est de 80 ares.*

Article 12 : Une parcelle ou un ensemble de parcelles de même nature de culture, dont la surface est inférieure à 1,5 hectare, et dont la valeur est inférieure à 1 500 €, peut faire l'objet de la procédure de cession des petites parcelles, dans les conditions fixées par l'article L.121-24 du code rural et de la pêche maritime.

Lorsque ces cessions améliorent la structure des fonds forestiers, les propriétaires peuvent céder toute parcelle boisée dans les mêmes conditions, dans la limite de 7 500 € par propriétaire au cours de l'ensemble de la procédure d'aménagement foncier.

Article 13 : La présente délibération sera affichée pendant quinze jours au moins à la mairie de Val-Revermont ; elle sera insérée au recueil des actes administratifs du Département et de l'Etat dans le département, et fera l'objet d'un avis publié dans un journal diffusé dans le département ;

2) **AUTORISE** Monsieur le Président à signer tous documents ou actes nécessaires à la mise en œuvre de cette procédure.

Présents:

Mme Muriel LUGA GIRAUD, M. Charles de la VERPILLIERE, M. Jean-Yves FLOCHON, Mme Martine TABOURET, M. Gérard PAOLI, Mme Véronique BAUDE, M. Pierre LURIN, Mme Nathalie BARDE, M. Roland BERNIGAUD, M. Guy BILLOUDET, Mme Muriel BENIER, M. Michel BRULHART, Mme Myriam BOUVET-MULTON, M. Alain CHAPUIS, Mme Hélène CEDILEAU, Mme Marie-Christine CHAPEL, Mme Aurélie CHARILLON, M. Jean DEGUERRY, M. Philippe EMIN, Mme Clotilde FOURNIER, M. Christophe FORTIN, Mme Valérie GUYON, M. Jean-Pierre GAITET, Mme Catherine JOURNET, M. Christophe GREFFET, Mme Elisabeth LAROCHE, Mme Natacha LORILLARD, M. Guy LARMANJAT, Mme Mireille LOUIS, M. Walter MARTIN, Mme Liliane MAISSIAT, M. Marc PECHOUX, Mme Hélène MARECHAL, M. Michel PERRAUD, Mme Annie MEURIAU, M. Bernard PERRET, Mme Carène TARDY, Mme Viviane VAUDRAY.

Excusés:

M. Damien ABAD, Mme Caroline TERRIER, Mme Sandrine CASTELLANO, M. Daniel RAPHOZ, M. Henri CORMORECHE, M. Romain DAUBIE, Mme Brigitte COULON, M. Jean-Yves HEDON.

Procurations:

M. Damien ABAD donne pouvoir à Mme Marie-Christine CHAPEL
Mme Caroline TERRIER donne pouvoir à M. Jean-Pierre GAITET
Mme Sandrine CASTELLANO donne pouvoir à M. Christophe FORTIN
M. Daniel RAPHOZ donne pouvoir à Mme Aurélie CHARILLON
M. Henri CORMORECHE donne pouvoir à M. Guy BILLOUDET
M. Romain DAUBIE donne pouvoir à Mme Elisabeth LAROCHE
Mme Brigitte COULON donne pouvoir à Mme Valérie GUYON
M. Jean-Yves HEDON donne pouvoir à Mme Carène TARDY

Adoption à l'unanimité

Nombre de présents ou représentés : 46

Nombre de votants : 46

Vote :

Pour : 46

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Bourg-en-Bresse, le 14 mars 2018

Le Président du Conseil départemental de l'Ain,

Copie conforme à l'original signé

Jean DEGUERRY



SECTION NUM

A	490	491	492	493	494	495	496	497	498	501	1248	1250	1251	1258	1259
A	1266	1267	1274	1275	1282	1283	1293	1295	1296	1297	1408	1409	1410	1411	1438
A	1439														
B	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
B	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
B	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44
B	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	58	59	60
B	61	62	63	64	65	66	67	68	69	71	72	73	74	75	76
B	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91
B	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106
B	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121
B	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136
B	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	153
B	154	157	158	161	162	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175
B	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	193
B	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208
B	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223
B	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238
B	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253
B	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268
B	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283
B	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298
B	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313
B	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328
B	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343
B	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358
B	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373
B	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388
B	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403
B	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418
B	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433
B	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448
B	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463
B	464	465	466	467	468	469	470	471	472	473	474	475	476	477	478
B	479	480	481	482	483	484	485	486	487	488	489	490	491	492	493
B	494	495	496	497	498	499	500	501	502	503	504	505	506	507	508
B	509	510	511	512	513	515	516	517	521	522	523	524	525	526	528
B	529	530	531	532	533	534	535	536	537	538	539	540	541	542	543
B	544	545	546	547	548	549	550	551	552	553	554	555	556	557	558
B	559	560	561	562	563	564	565	566	567	568	569	570	571	572	573
B	574	575	576	577	578	579	580	581	582	583	584	585	586	587	588
B	589	590	591	592	593	594	595	596	597	598	599	600	601	602	603
B	604	605	606	607	608	609	610	611	613	614	615	616	617	618	619
B	620	621	622	623	624	625	626	627	628	629	630	631	632	633	634
B	635	636	637	638	639	640	641	642	643	644	645	646	647	648	649
B	650	651	652	653	654	655	656	657	658	659	660	661	662	663	664
B	665	666	667	668	669	670	671	672	673	674	675	676	677	678	679
B	680	681	682	683	684	685	686	687	688	689	690	691	692	693	694
B	695	696	697	698	699	700	701	702	703	704	705	706	707	708	709

B	710	711	712	713	714	715	716	717	718	719	720	721	722	723	724
B	725	726	727	728	729	730	731	732	733	734	735	736	737	738	739
B	740	741	742	743	744	745	746	747	748	749	750	751	752	753	754
B	755	756	757	758	759	760	761	762	763	764	765	766	767	768	769
B	770	771	772	773	774	775	776	777	778	779	780	781	782	783	784
B	785	786	787	788	789	790	791	792	793	794	795	796	797	798	799
B	800	801	803	804	805	806	807	808	809	810	811	812	813	814	815
B	816	817	818	819	820	821	822	823	824	825	826	827	828	829	830
B	831	832	833	834	835	836	837	838	839	840	841	845	847	848	849
B	850	851	852	853	854	855	856	857	858	859	860	861	862	863	864
B	865	866	867	868	869	870	871	872	873	874	875	876	877	878	879
B	880	881	882	892	893	894	895	896	897	898	899	900	901	902	903
B	904	905	906	907	908	909	910	911	912	913	914	915	916	917	918
B	919	920	921	922	923	924	925	926	927	928	929	930	931	932	933
B	934	935	936	939	940	946	947	948	949	950	951	956	957	958	959
B	960	961	962	963	964	965	966	967	968	969	970	971	972	973	974
B	975	976	977	978	979	980	981	982	983	984	985	986	987	988	989
B	990	991	992	993	994	995	996	997	998	999	1000	1001	1002	1003	1004
B	1005	1006	1007	1008	1009	1010	1011	1012	1013	1014	1015	1016	1017	1018	1019
B	1020	1021	1022	1023	1024	1025	1026	1027	1028	1029	1030	1031	1032	1033	1034
B	1035	1036	1037	1038	1039	1040	1041	1042	1043	1044	1045	1046	1047	1048	1049
B	1050	1051	1052	1053	1054	1055	1056	1057	1058	1059	1060	1061	1062	1063	1064
B	1065	1066	1067	1068	1069	1070	1071	1072	1073	1074	1075	1076	1077	1078	1079
B	1080	1081	1082	1083	1084	1085	1086	1087	1088	1089	1090	1091	1092	1093	1094
B	1095	1096	1097	1099	1109	1110	1111	1112	1113	1114	1115	1116	1117	1118	1119
B	1120	1121	1122	1123	1124	1125	1126	1127	1128	1129	1130	1131	1132	1142	1143
B	1144	1145	1146	1147	1148	1149	1150	1151	1152	1153	1154	1155	1156	1157	1158
B	1159	1160	1161	1162	1163	1164	1165	1166	1167	1168	1169	1170	1171	1172	1173
B	1174	1175	1176	1177	1178	1179	1180	1181	1182	1183	1184	1185	1186	1187	1188
B	1189	1190	1191	1192	1193	1194	1195	1196	1197	1198	1199	1200	1201	1202	1203
B	1204	1205	1206	1207	1208	1209	1210	1211	1212	1213	1214	1215	1216	1217	1218
B	1219	1220	1221	1222	1223	1224	1225	1226	1227	1228	1229	1230	1231	1232	1233
B	1234	1235	1236	1237	1238	1239	1240	1241	1242	1243	1244	1245	1246	1247	1248
B	1249	1250	1251	1252	1253	1254	1255	1256	1257	1258	1259	1260	1261	1262	1263
B	1264	1265	1266	1267	1268	1269	1270	1271	1272	1273	1274	1275	1276	1277	1278
B	1279	1280	1281	1282	1283	1284	1285	1286	1287	1288	1289	1290	1291	1292	1293
B	1294	1295	1296	1297	1298	1299	1300	1301	1302	1303	1304	1305	1306	1307	1308
B	1309	1310	1311	1312	1313	1314	1315	1316	1317	1318	1319	1320	1321	1322	1323
B	1324	1325	1326	1327	1328	1329	1330	1331	1332	1333	1334	1335	1336	1337	1338
B	1339	1340	1341	1342	1343	1344	1345	1346	1347	1348	1349	1350	1351	1352	1353
B	1354	1355	1356	1357	1358	1359	1360	1361	1362	1363	1364	1365	1366	1367	1368
B	1369	1370	1371	1372	1373	1374	1375	1376	1377	1378	1379	1380	1381	1382	1383
B	1386	1387	1388	1389	1390	1391	1392	1393	1394	1395	1396	1397	1398	1399	1400
B	1401	1402	1403	1404	1405	1406	1407	1408	1409	1410	1411	1412	1413	1414	1415
B	1416	1417	1418	1419	1420	1421	1422	1423	1424	1425	1426	1427	1428	1429	1430
B	1431	1432	1433	1434	1435	1436	1437	1438	1439	1440	1441	1442	1443	1444	1445
B	1446	1447	1448	1449	1450	1451	1452	1453	1454	1455	1456	1457	1458	1459	1460
B	1461	1462	1463	1464	1465	1466	1467	1468	1469	1470	1471	1472	1473	1474	1475
B	1476	1477	1478	1479	1480	1481	1482	1483	1484	1485	1486	1487	1488	1489	1490
B	1491	1492	1493	1494	1495	1496	1497	1498	1499	1500	1501	1502	1503	1504	1505
B	1506	1507	1508	1509	1510	1511	1512	1513	1514	1515	1516	1517	1518	1519	1520
B	1521	1522	1523	1524	1525	1526	1527	1528	1529	1530	1531	1532	1533	1534	1535

B 1536 1537 1538 1539 1540 1541 1542 1543 1544 1545 1546 1547 1548 1549 1550
 B 1551 1552 1553 1554 1555 1556 1557 1558 1559 1560 1561 1562 1563 1564 1565
 B 1566 1567 1568 1569 1570 1571 1572 1573 1574 1575 1576 1577 1578 1579 1580
 B 1581 1582 1583 1584 1585 1586 1587 1588 1589 1590 1591 1592 1593 1594 1595
 B 1596 1597 1598 1599 1600 1601 1602 1603 1604 1605 1606 1607 1608 1609 1610
 B 1611 1612 1613 1614 1615 1616 1617 1618 1619 1620 1621 1622 1623 1624 1625
 B 1626 1627 1628 1629 1630 1631 1632 1633 1634 1635 1636 1637 1638 1639 1640
 B 1641 1642 1643 1644 1645 1646 1647 1648 1649 1650 1651 1652 1653 1654 1655
 B 1656 1657 1658 1659 1660 1661 1662 1663 1664 1665 1666 1667 1668 1669 1670
 B 1671 1672 1673 1674 1675 1676 1677 1678 1679 1680 1681 1682 1683 1684 1685
 B 1686 1687 1688 1689 1690 1691 1692 1693 1694 1695 1696 1697 1698 1699 1700
 B 1701 1702 1703 1704 1705 1706 1707 1708 1709 1710 1711 1712 1713 1714 1715
 B 1716 1717 1718 1719 1720 1721 1722 1723 1724 1725 1726 1727 1728 1729 1730
 B 1731 1732 1733 1734 1735 1736 1737 1738 1739 1740 1741 1742 1743 1744 1745
 B 1746 1747 1748 1749 1750 1751 1752 1753 1754 1755 1756 1757 1758 1759 1760
 B 1761 1762 1763 1764 1765 1766 1767 1768 1769 1770 1771 1772 1773 1774 1775
 B 1776 1777 1778 1779 1780 1781 1782 1783 1784 1785 1786 1787 1788 1789 1790
 B 1791 1792 1793 1794 1795 1796 1797 1798 1799 1800 1801 1802 1803 1804 1805
 B 1806 1807 1808 1809 1810 1811 1812 1813 1814 1815 1816 1817 1818 1819 1820
 B 1821 1822 1823 1824 1825 1826 1827 1828 1829 1830 1831 1832 1833 1834 1835
 B 1836 1837 1838 1839 1840 1841 1842 1843 1844 1845 1846 1847 1848 1849 1850
 B 1851 1852 1853 1854 1855 1856 1857 1858 1859 1860 1861 1862 1863 1864 1865
 B 1866 1867 1868 1869 1870 1871 1872 1873 1874 1875 1876 1877 1878 1879 1880
 B 1881 1882 1883 1884 1885 1886 1887 1888 1889 1890 1891 1892 1893 1894 1895
 B 1896 1897 1898 1899 1900 1901 1902 1903 1904 1905 1906 1907 1908 1909 1910
 B 1911 1912 1913 1914 1915 1916 1917 1918 1919 1920 1921 1922 1923 1924 1925
 B 1926 1927 1928 1929 1930 1931 1932 1933 1934 1935 1936 1937 1938 1939 1940
 B 1941 1942 1943 1944 1945 1946 1947 1948 1949 1950 1951 1952 1953 1954 1955
 B 1956 1957 1958 1959 1960 1961 1962 1963 1964 1965 1966 1967 1968 1969 1970
 B 1971 1972 1973 1974 1975 1976 1977 1978 1979 1980 1981 1982 1983 1984 1985
 B 1986 1987 1988 1989 1990 1991 1992 1993 1994 1995 1996 1997 1998 1999 2000
 B 2001 2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015
 B 2016 2017 2018 2019 2020 2021 2022 2023 2024 2025 2026 2027 2028 2029 2030
 B 2031 2032 2033 2034 2035 2036 2037 2038 2039 2040 2041 2042 2043 2044 2045
 B 2046 2047 2048 2049 2050 2051 2052 2053 2054 2055 2056 2057 2058 2059 2060
 B 2061 2062 2063 2064 2065 2066 2067 2068 2069 2070 2071 2072 2073 2074 2075
 B 2076 2077 2078 2079 2080 2081 2082 2083 2084 2085 2086 2087 2088 2089 2090
 B 2091 2092 2093 2094 2095 2096 2097 2098 2099 2100 2101 2102 2103 2104 2105
 B 2106 2107 2108 2109 2110 2111 2112 2113 2114 2115 2116 2117 2118 2119 2120
 B 2121 2122 2123 2124 2125 2126 2127 2128 2129 2130 2131 2132 2133 2134 2135
 B 2136 2137 2138 2139 2140 2141 2142 2143 2144 2145 2146 2147 2148 2149 2150
 B 2151 2152 2153 2154 2155 2156 2157 2158 2159 2160 2161 2162 2163 2164 2165
 B 2166 2167 2168 2169 2170 2171 2172 2173 2174 2175 2176 2177 2178 2179 2180
 B 2181 2182 2183 2184 2185 2186 2187 2188 2189 2190 2191 2192 2193 2194 2195
 B 2196 2197 2198 2199 2200 2201 2202 2203 2204 2205 2206 2207 2208 2209 2210
 B 2211 2212 2213 2214 2215 2216 2217 2218 2219 2220 2221 2222 2223 2224 2225
 B 2226 2227 2228 2229 2230 2231 2232 2233 2234 2235 2236 2237 2238 2239 2240
 B 2241 2242 2243 2244 2245 2246 2247 2248 2249 2250 2251 2252 2253 2254 2255
 B 2256 2257 2258 2259 2260 2261 2262 2263 2264 2265 2266 2267 2268 2269 2270
 B 2271 2272 2273 2274 2275 2276 2277 2278 2279 2280 2281 2282 2283 2284 2285
 B 2286 2287 2288 2289 2290 2291 2292 2293 2294 2295 2296 2297 2298 2299 2300
 B 2301 2302 2303 2304 2305 2306 2307 2308 2309 2310 2311 2312 2313 2314 2315

B 2316 2317 2318 2319 2320 2321 2322 2323 2326 2327 2328 2331 2333 2334 2337
 B 2338 2341 2342 2345 2346 2349 2350 2353 2354 2357 2360 2361 2362 2363 2364
 B 2365 2366 2367 2368 2371

C 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15
 C 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30
 C 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45
 C 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60
 C 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75
 C 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90
 C 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105
 C 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120
 C 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135
 C 136 137 183 184 185 354 357 358 359 360 365 366 370 378 379
 C 380 381 382 383 384 385 401 402 403 404 409 410 411 412 413
 C 414 415 416 417 418 419 420 421 422 423 424 425 426 427 428
 C 429 430 431 432 433 434 435 436 437 438 439 440 441 442 443
 C 444 445 446 447 448 449 450 451 452 453 454 455 456 457 462
 C 463 464 465 466 467 468 469 470 471 472 473 474 475 476 477
 C 478 479 480 481 482 483 484 485 486 487 488 489 492 493 494
 C 495 496 497 502 503 504 505 506 507 508 509 510 511 512 513
 C 514 515 516 517 518 519 520 521 522 523 524 525 526 527 528
 C 529 530 531 532 533 534 535 536 537 538 539 540 541 542 543
 C 544 566 567 568 569 570 571 572 573 574 575 576 577 578 579
 C 580 581 582 583 584 585 586 587 588 589 590 591 592 593 594
 C 595 596 597 598 599 600 601 602 603 604 605 606 607 608 609
 C 610 611 612 613 614 615 616 617 618 619 620 621 622 623 624
 C 625 626 627 628 629 630 631 632 633 634 635 636 637 638 639
 C 640 641 642 643 644 645 646 647 648 649 650 651 652 653 654
 C 655 656 657 658 659 660 661 662 663 664 665 666 667 668 669
 C 670 671 672 673 674 675 676 677 678 679 680 681 682 683 684
 C 685 686 687 688 689 690 691 692 693 694 695 696 697 698 699
 C 700 701 702 703 704 705 706 707 708 709 710 711 712 713 714
 C 715 716 717 718 719 720 721 722 723 724 725 726 727 728 729
 C 730 731 732 733 734 735 736 737 738 739 740 741 742 743 744
 C 745 746 747 748 749 750 751 752 753 754 755 756 757 758 759
 C 760 761 762 763 764 765 766 767 768 769 770 771 772 773 774
 C 775 776 777 778 779 780 781 782 783 784 785 786 787 788 789
 C 790 791 792 793 794 795 796 797 798 799 800 801 802 803 804
 C 805 806 807 808 809 810 811 812 813 814 815 816 817 818 819
 C 820 821 822 823 824 825 826 827 828 829 830 831 832 833 834
 C 835 836 837 838 839 840 841 842 843 844 845 846 847 848 849
 C 857 858 859 860 861 862 863 864 865 866 867 868 869 870 871
 C 872 873 874 875 876 877 878 879 880 881 882 883 884 885 886
 C 887 888 889 890 891 892 893 894 895 896 897 898 899 900 901
 C 902 903 904 905 906 907 908 909 910 911 912 913 914 915 916
 C 917 918 919 920 921 922 923 924 925 926 927 928 929 930 931
 C 932 933 934 935 936 937 938 939 940 941 942 943 944 945 946
 C 947 948 949 950 951 952 953 954 955 956 957 958 959 960 961
 C 962 963 964 965 966 967 968 969 970 971 972 973 974 975 976

C 977 978 979 980 981 982 983 984 985 986 987 988 989 990 991
 C 992 993 994 995 996 997 1041 1042 1043 1044 1045 1046 1047 1048 1049
 C 1050 1051 1052 1053 1054 1055 1056 1057 1058 1059 1060 1061 1062 1063 1064
 C 1065 1066 1083 1084 1085 1086 1087 1088 1089 1090 1091 1092 1093 1094 1097
 C 1098 1099 1100 1101 1102 1103 1104 1105 1106 1112 1118 1119 1122 1123 1124
 C 1125 1126 1127 1128 1129 1130 1131 1132 1133 1134 1135 1136 1137 1138 1139
 C 1140 1141 1142 1143 1144 1145 1146 1147 1148 1149 1150 1151 1152 1153 1154
 C 1155 1156 1157 1158 1159 1160 1161 1162 1163 1164 1165 1166 1167 1168 1169
 C 1170 1171 1172 1173 1174 1175 1176 1177 1178 1179 1180 1181 1182 1183 1184
 C 1185 1186 1187 1188 1189 1190 1191 1192 1193 1194 1195 1196 1197 1198 1199
 C 1200 1201 1202 1203 1204 1205 1206 1207 1208 1209 1210 1211 1212 1213 1214
 C 1215 1216 1217 1218 1219 1220 1221 1222 1223 1224 1225 1226 1227 1228 1229
 C 1230 1231 1232 1233 1234 1235 1236 1237 1238 1239 1240 1241 1242 1243 1244
 C 1245 1246 1247 1248 1249 1250 1251 1252 1253 1254 1255 1256 1257 1258 1259
 C 1260 1261 1262 1263 1264 1265 1266 1267 1268 1269 1270 1271 1272 1273 1274
 C 1275 1276 1277 1278 1279 1280 1281 1282 1283 1284 1285 1294 1295 1296 1297
 C 1298 1299 1350 1369 1370 1373 1375 1376 1382 1383 1384 1385 1386 1387 1388
 C 1389 1390 1391 1392 1393 1394 1395 1396 1397 1398 1399 1400 1401 1402 1403
 C 1404 1405 1406 1407 1408 1409 1410 1411 1412 1413 1414 1415 1416 1417 1418
 C 1419 1420 1421 1422 1424 1425 1426 1442 1443 1444 1445 1454 1455 1456 1458
 C 1459 1460 1461 1462 1463 1464 1465 1466 1467 1468 1469 1470 1471 1472 1473
 C 1474 1475 1476 1477 1478 1479 1480 1481 1482 1483 1484 1485 1486 1487 1488
 C 1489 1490 1491 1492 1493 1494 1495 1496 1497 1498 1499 1500 1501 1502 1503
 C 1504 1505 1506 1507 1508 1547 1548 1553 1554 1556 1557 1558 1559 1560 1561
 C 1562 1563 1564 1565 1566 1567 1568 1569 1570 1571 1572 1573 1574 1575 1576
 C 1577 1578 1579 1580 1581 1582 1583 1584 1585 1586 1587 1588 1589 1590 1591
 C 1592 1593 1594 1595 1596 1597 1598 1599 1600 1601 1602 1603 1604 1605 1606
 C 1607 1608 1609 1610 1611 1612 1613 1614 1615 1616 1617 1618 1619 1620 1621
 C 1622 1623 1624 1625 1626 1627 1628 1629 1630 1631 1632 1633 1634 1635 1636
 C 1637 1638 1639 1640 1641 1642 1645 1646 1661 1662 1663 1664 1679 1682 1683
 C 1684 1685 1686 1687 1688 1712 1734 1737 1738 1750 1755 1756 1757 1761 1762
 C 1763 1780 1781 1782 1783 1784 1785 1786 1787 1788 1789 1790 1791 1792 1793
 C 1794 1795 1796 1797 1798 1799 1800 1801 1802 1803 1804 1805 1806 1807 1808
 C 1809 1810 1811 1812 1813 1814 1815 1816 1817 1818 1819 1820 1821 1822 1823
 C 1824 1825 1826 1827 1828 1829 1830 1831 1832 1833 1834 1835 1836 1837 1838
 C 1839 1840 1841 1842 1843 1844 1845 1846 1847 1848 1849 1850 1851 1852 1853
 C 1854 1855 1856 1857 1858 1859 1860 1861 1862 1863 1864 1865 1866 1867 1868
 C 1869 1870 1871 1872 1873 1874 1875 1876 1877 1878 1879 1880 1881 1882 1883
 C 1884 1885 1886 1887 1888 1889 1890 1891 1892 1893 1894 1895 1896 1897 1898
 C 1899 1900 1901 1902 1903 1904 1906 1907 1908 1909 1910 1912 1913 1914 1915
 C 1916 1917 1918 1919 1920 1921 1922 1923 1924 1925 1926 1930 1931 1932 1933
 C 1936 1961 1974 1987 2063 2064 2065 2066 2067 2068 2069 2075 2076 2077 2078
 C 2079 2080 2081 2082 2083 2084 2085 2086 2087 2088 2089 2090 2091 2092 2093
 C 2094 2095 2096 2097 2098 2099 2100 2101 2102 2103 2104 2105 2106 2107 2108
 C 2109 2110 2111 2112 2113 2114 2115 2116 2117 2118 2119 2120 2121 2122 2123
 C 2124 2125 2126 2127 2128 2129 2130 2131 2132 2133 2134 2135 2136 2137 2138
 C 2139 2140 2141 2142 2143 2144 2145 2146 2147 2148 2149 2150 2151 2152 2153
 C 2154 2155 2156 2157 2158 2159 2160 2161 2162 2163 2164 2165 2166 2167 2168
 C 2169 2170 2171 2172 2173 2174 2175 2176 2177 2178 2179 2180 2181 2182 2183
 C 2184 2185 2186 2187 2188 2189 2190 2191 2192 2193 2194 2195 2196 2197 2198

C 2199 2200 2201 2202 2203 2204 2205 2206 2207 2208 2209 2210 2211 2212 2213
 C 2214 2215 2216 2217 2218 2219 2220 2221 2222 2223 2224 2225 2226 2227 2228
 C 2229 2230 2231 2232 2287 2288 2289 2296 2297 2298 2299 2307 2308 2310 2337
 C 2348 2367 2373 2374 2375 2376 2377 2378 2381 2390 2391 2395 2398 2401 2402
 C 2408 2409 2410 2411 2412 2413 2414 2415 2416 2417 2418 2419 2420 2421

D 6 7 8 10 16 17 22 26 27 48 50 51 52 53 54
 D 55 56 57 58 63 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80
 D 81 82 83 84 91 92 93 94 95 96 97 98 101 102 103
 D 108 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123
 D 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138
 D 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153
 D 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168
 D 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183
 D 184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196 197 198
 D 199 200 201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212 213
 D 214 215 216 217 218 219 220 221 222 226 228 229 230 231 232
 D 233 234 235 236 237 238 239 240 241 242 243 244 245 246 247
 D 248 249 250 251 252 253 254 255 384 385 386 387 388 389 390
 D 391 393 394 395 396 397 398 399 402 405 406 407 408 409 410
 D 411 412 413 414 415 416 417 418 419 420 421 422 423 424 425
 D 426 427 428 429 430 431 432 433 434 435 436 437 438 439 440
 D 441 442 443 444 445 446 447 448 449 450 451 452 453 454 457
 D 458 459 460 461 484 485 486 487 488 489 490 491 492 493 494
 D 495 496 497 498 499 500 501 502 503 504 505 506 507 508 509
 D 510 511 512 513 514 515 516 517 518 519 520 521 522 523 524
 D 525 526 527 528 529 530 531 532 533 534 535 536 537 538 542
 D 543 544 545 548 573 574 575 576 577 578 579 580 581 582 583
 D 584 585 587 588 589 590 591 593 594 595 596 597 600 601 602
 D 609 610 611 612 613 614 615 616 617 618 619 620 621 622 623
 D 624 625 626 627 628 629 630 631 632 633 634 635 636 637 638
 D 639 640 641 642 643 644 645 646 647 648 649 650 651 652 653
 D 654 655 656 657 658 659 660 661 662 663 664 665 666 667 668
 D 669 670 671 672 673 674 675 676 677 678 679 680 681 682 683
 D 684 685 686 687 688 689 690 691 692 693 694 695 696 697 698
 D 699 700 701 702 703 704 705 706 707 708 709 710 711 712 713
 D 714 715 716 717 718 719 720 721 722 723 724 725 726 727 728
 D 729 730 731 732 733 734 735 736 737 738 739 740 741 742 743
 D 744 745 746 747 748 749 750 751 752 753 754 755 756 757 758
 D 759 760 761 762 763 764 765 766 767 768 769 770 771 772 773
 D 774 775 776 777 778 779 780 781 782 783 784 785 786 788 789
 D 790 791 792 793 794 795 796 797 798 799 800 801 802 803 804
 D 805 806 807 808 809 810 811 812 813 814 815 816 817 818 819
 D 820 822 823 824 825 827 828 829 830 831 832 833 834 835 836
 D 837 838 843 865 866 867 897 898 899 900 901 902 903 904 905
 D 906 907 908 909 910 911 912 913 914 915 916 917 918 919 920
 D 921 922 923 924 925 926 927 928 929 930 931 932 933 934 935
 D 936 937 938 939 940 941 942 943 944 945 946 947 948 949 950
 D 951 952 953 954 955 957 958 959 960 961 962 963 964 965 966
 D 967 968 969 970 971 972 973 974 975 976 977 978 979 980 981

D 982 983 984 985 986 987 988 989 990 991 992 993 994 995 996
D 997 998 999 1000 1001 1002 1003 1004 1005 1006 1007 1008 1009 1010 1013
D 1015 1016 1017 1018 1019 1020 1021 1022 1023 1024 1025 1026 1027 1028 1029
D 1030 1031 1043 1044 1045 1046 1047 1048 1049 1050 1051 1052 1053 1054 1055
D 1056 1057 1058 1059 1060 1061 1062 1063 1064 1065 1066 1067 1068 1069 1070
D 1071 1072 1073 1074 1075 1076 1077 1078 1079 1080 1081 1082 1083 1084 1085
D 1086 1087 1088 1089 1090 1091 1092 1093 1094 1095 1096 1097 1098 1099 1100
D 1101 1102 1103 1104 1105 1106 1107 1108 1109 1110 1111 1112 1113 1114 1115
D 1116 1117 1118 1119 1120 1121 1122 1123 1124 1125 1126 1127 1128 1129 1130
D 1131 1132 1133 1134 1135 1136 1138 1139 1140 1141 1142 1143 1144 1145
D 1146 1147 1148 1149 1150 1151 1152 1153 1154 1155 1156 1157 1158 1159 1160
D 1161 1162 1163 1164 1165 1167 1168 1175 1176 1186 1187 1190 1191 1192 1193
D 1194 1195 1196 1198 1199 1200 1201 1202 1203 1204 1205 1206 1207 1208 1209
D 1210 1211 1212 1213 1214 1215 1216 1217 1218 1219 1220 1221 1222 1223 1224
D 1225 1226 1227 1228 1229 1230 1231 1232 1233 1234 1235 1236 1237 1238 1239
D 1240 1241 1242 1243 1244 1245 1246 1247 1248 1249 1250 1251 1252 1253 1254
D 1255 1256 1257 1258 1259 1260 1261 1262 1263 1264 1265 1266 1267 1268 1269
D 1270 1271 1272 1273 1274 1275 1276 1277 1278 1279 1280 1281 1282 1283 1284
D 1285 1286 1287 1288 1289 1290 1291 1292 1293 1294 1295 1296 1297 1298 1299
D 1300 1301 1302 1303 1304 1305 1306 1307 1308 1309 1310 1311 1312 1313 1314
D 1315 1316 1317 1318 1319 1320 1321 1322 1323 1324 1325 1326 1327 1328 1329
D 1330 1331 1332 1333 1334 1335 1336 1337 1338 1339 1340 1341 1342 1343 1344
D 1345 1346 1347 1348 1349 1350 1351 1352 1353 1354 1355 1356 1357 1358 1359
D 1360 1361 1362 1363 1364 1365 1366 1367 1368 1369 1370 1371 1372 1373 1374
D 1375 1376 1377 1378 1379 1380 1381 1382 1383 1384 1385 1386 1387 1388 1389
D 1390 1391 1392 1393 1394 1395 1396 1397 1398 1399 1400 1401 1402 1403 1404
D 1405 1406 1407 1408 1409 1410 1411 1412 1413 1414 1415 1416 1417 1418 1419
D 1420 1421 1422 1423 1424 1425 1426 1427 1428 1429 1430 1431 1432 1433 1434
D 1435 1436 1437 1438 1439 1440 1441 1442 1443 1444 1445 1446 1447 1448 1449
D 1450 1451 1452 1453 1454 1455 1456 1457 1458 1459 1460 1461 1462 1463 1464
D 1465 1466 1467 1468 1469 1470 1471 1472 1473 1474 1475 1476 1477 1478 1479
D 1480 1481 1482 1483 1484 1485 1486 1487 1488 1489 1490 1491 1492 1493 1494
D 1495 1496 1497 1498 1499 1500 1501 1502 1503 1504 1505 1506 1507 1508 1509
D 1510 1511 1512 1513 1514 1515 1516 1517 1518 1519 1520 1521 1522 1523 1524
D 1525 1526 1527 1528 1529 1530 1531 1532 1533 1534 1535 1536 1537 1538 1539
D 1540 1541 1542 1543 1544 1545 1546 1547 1548 1549 1550 1551 1552 1553 1554
D 1555 1556 1557 1558 1559 1560 1561 1562 1563 1564 1565 1566 1567 1568 1569
D 1570 1571 1572 1573 1574 1575 1576 1577 1578 1579 1580 1581 1582 1586 1587
D 1588 1589 1591 1592 1593 1595 1596 1597 1598 1599 1600 1601 1602 1603 1604
D 1605 1606 1607 1608 1609 1610 1611 1612 1613 1614 1615 1616 1617 1618 1619
D 1620 1621 1622 1623 1624 1625 1626 1627 1628 1629 1630 1631 1632 1633 1634
D 1635 1636 1637 1638 1639 1640 1641 1642 1643 1644 1645 1646 1647 1648 1649
D 1650 1651 1652 1653 1654 1655 1656 1657 1658 1659 1660 1661 1662 1663 1664
D 1665 1666 1667 1668 1669 1670 1671 1672 1673 1674 1675 1676 1677 1678 1679
D 1680 1681 1682 1683 1684 1685 1686 1687 1688 1689 1690 1691 1692 1693 1694
D 1695 1696 1697 1698 1699 1700 1701 1702 1703 1704 1705 1706 1707 1708 1709
D 1710 1711 1712 1713 1714 1715 1716 1717 1718 1719 1720 1721 1722 1723 1724
D 1725 1726 1727 1728 1729 1730 1731 1732 1733 1734 1735 1736 1737 1738 1739
D 1740 1741 1742 1743 1744 1745 1746 1747 1748 1749 1750 1751 1752 1753 1754
D 1755 1756 1757 1758 1759 1760 1761 1762 1763 1764 1765 1766 1767 1768 1769

D 1770 1771 1772 1773 1774 1775 1776 1777 1778 1779 1780 1781 1782 1783 1784
D 1785 1786 1787 1788 1789 1790 1791 1792 1793 1794 1795 1796 1797 1798 1799
D 1800 1801 1802 1803 1804 1805 1806 1807 1808 1809 1810 1811 1812 1813 1814
D 1815 1816 1817 1818 1819 1820 1821 1822 1823 1824 1825 1826 1827 1828 1829
D 1830 1831 1832 1833 1834 1835 1836 1837 1838 1839 1840 1841 1842 1843 1844
D 1845 1846 1847 1848 1849 1850 1851 1852 1853 1854 1855 1856 1857 1858 1859
D 1860 1861 1862 1863 1864 1865 1866 1867 1868 1869 1870 1871 1872 1873 1874
D 1876 1877 1878 1886 1898 1899 1917 1922 1945 1992 1996 1997 1998 1999 2001
D 2003 2007 2014 2015 2032 2039 2040 2056 2057 2058 2059 2071 2072

F 6 9 10 13 14 18 19 42 43 44 45 46 47 48 49
F 50 55 59 60 61 62 63 64 65 72 73 202 203 204 205
F 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216 217 218 219 220
F 221 222 223 224 225 226 227 228 229 230 231 232 233 234 235
F 236 237 238 239 240 241 260 261 262 263 264 265 266 268 269
F 300 406 407 440 443 444 447 448 451 452 455 457 460 461 463
F 466 467 470 471 474 475 478 479 482 483 486 487 490 491 494
F 495 498 499 502 503 506

WA 1 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16
WA 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31
WA 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46
WA 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64
WA 65

WB 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15
WB 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30
WB 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40

WC 1 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 17
WC 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32
WC 33

WD 1 2 3 4 5 6 7 8 9 11 12 13 15 16 17
WD 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32
WD 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47
WD 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62
WD 63 64 65 66

WE 1 2 3 4 5 6 7 8 9 11 12 13 15 16 17
WE 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32
WE 33 34 35

ZL 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15
ZL 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30
ZL 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45
ZL 46 47

ZM 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42
ZM 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57

ZM	58	59	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	182
ZM	183														
137 A	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
137 A	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	29	30	31
137 A	32	34	35	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48
137 A	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63
137 A	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78
137 A	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93
137 A	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108
137 A	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123
137 A	124	125	126	127	128	129	130	131	132	135	136	137	138	139	140
137 A	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155
137 A	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170
137 A	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185
137 A	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200
137 A	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215
137 A	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230
137 A	231	232	233	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246
137 A	247	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262
137 A	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277
137 A	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292
137 A	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307
137 A	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322
137 A	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337
137 A	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352
137 A	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367
137 A	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382
137 A	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397
137 A	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	412	413	414
137 A	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429
137 A	430	431	432	433	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445
137 A	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460
137 A	461	462	463	464	465	466	467	468	469	470	471	472	473	474	475
137 A	476	477	478	479	480	481	482	483	484	485	486	487	488	489	490
137 A	491	492	493	494	495	496	497	498	499	500	501	502	503	504	505
137 A	506	507	508	509	510	511	512	513	514	515	516	517	518	519	520
137 A	521	522	523	524	525	526	527	528	529	530	531	532	533	534	536
137 A	537	538	539	540	541	542	543	544	546	547	548	549	550	551	552
137 A	553	554	556	557	558	559	560	561	562	563	564	565	566	567	568
137 A	569	570	571	572	573	574	575	576	577	579	580	582	583	584	585
137 A	586	587	588	589	590	591	592	593	594	595	596	597	598	599	600
137 A	601	602	603	604											
137 B	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
137 B	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
137 B	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45
137 B	46	47	48	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61
137 B	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76
137 B	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91

137 B	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107
137 B	108	109	110	111	112	115	116	117	118	119	121	122	123	124	125
137 B	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140
137 B	141	142	143	144	145	147	148	149	150	151	153	154	155	156	157
137 B	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172
137 B	173	174	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188
137 B	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203
137 B	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218
137 B	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233
137 B	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248
137 B	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263
137 B	264	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279
137 B	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294
137 B	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309
137 B	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324
137 B	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	337	340	341	342
137 B	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357
137 B	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372
137 B	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387
137 B	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402
137 B	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	414	415	416	417	418
137 B	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433
137 B	434	435	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449
137 B	450	451	452	453	454	456	457	458	459	460	461	462	464	467	468
137 B	469	470	471	472	473	474	475	476	477	478	479	481	482	484	485
137 B	486	487	488	489	490	491	492	493	494	495	496	497	498	499	500
137 B	501	502	503	504	505	506	508	509	511	512	513	514	515	517	518
137 B	519	520	521	522	523	525	527	528	529	530	531	532	533	534	535
137 B	536	537	538	540	541	542	543	544	545	546	547	548	549	550	551
137 B	552	553	554	555	556	557	558	559	560	561	562	563	564	565	566
137 B	567	568	569	570	571	572	573	574	575	576	577	578	579	580	581
137 B	582	583	584	585	586	587	588	589	590	591	592	593	595	596	598
137 B	600	601	602	603	604	605	606	607	608	609	610	611	612	613	614
137 B	615	616	617	618	619	620	621	622	623	624	625	626	627	628	629
137 B	630	631	632	633	634	635	636	637	638	639	640	641	642	643	644
137 B	645	646	647	648	649	650	651	652	653	654	655	656	657	658	659
137 B	660	661	662	663	664	665	666	667	668	669	670	671	672	673	674
137 B	675	676	677	678	679	680	681	682	683	684	685	686	687	688	689
137 B	690	691	692	693	694	695	696	697	698	699	700	701	702	703	704
137 B	705	706	707	708	709	710	711	712	713	714	715	716	717	718	719
137 B	720	721	722	723	724	725	726	727	728	729	730	731	732	733	734
137 B	735	736	737	738	739	740	741	742	743	744	745	746	747	748	749
137 B	750	751	752	753	754	755	756	757	758	759	760	761	762	763	764
137 B	765	766	767	768	769	770	771	772	773	774	775	776	777	778	779
137 B	780	781	782	783	784	785	786	787	788	789	790	791	792	793	794
137 B	795	796	797	798	799	800	801	802	803	804	805	806	807	808	809
137 B	810	811	812	813	814	815	816	817	818	819	820	821	822	823	824
137 B	825	826	827	828	829	830	831	832	833	834	835	836	837	838	839
137 B	840	841	842	843	844	845	846	847	848	849	850	851	852	853	854
137 B	855	856	857	858	859	860	861	862	863	864	865	866	867	868	869

137 B	870	871	872	873	874	875	876	877	878	879	880	881	882	883	884
137 B	885	886	887	888	889	890	891	892	893	894	895	896	897	898	899
137 B	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	910	911	913	914	915
137 B	916	917	918	919	920	921	922	923	924	925	926	927	928	929	930
137 B	931	932	933	934	935	936	937	938	939	940	941	942	943	944	945
137 B	946	947	948	949	950	951	952	953	954	955	956	957	958	959	960
137 B	961	962	963	964	965	966	967	968	969	970	971	972	973	974	975
137 B	976	977	978	979	980	981	982	983	984	985	986	987	988	989	993
137 B	994	995	996	997	998	999	1000	1001	1002	1003	1004	1005	1006	1007	1008
137 B	1009	1010	1011	1012	1013	1014	1015	1016	1017	1018	1019	1020	1021	1022	1023
137 B	1024	1025	1026	1027	1028	1029	1030	1031	1032	1033	1034	1035	1036	1037	1038
137 B	1039	1040	1041	1042	1043	1044	1045	1046	1047	1048	1049	1050	1051	1052	1053
137 B	1054	1055	1057	1058	1059	1060	1061	1062	1063	1064	1065	1066	1067	1068	1069
137 B	1070	1071	1072	1073	1074	1075	1076	1077	1078	1079	1080	1081	1082	1083	1084
137 B	1085	1086	1087	1088	1089										

137 C	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
137 C	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
137 C	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45
137 C	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60
137 C	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75
137 C	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90
137 C	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105
137 C	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	119	120	121	122
137 C	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137
137 C	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152
137 C	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167
137 C	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182
137 C	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197
137 C	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212
137 C	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227
137 C	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242
137 C	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257
137 C	258	259	260	261	262	263	265	266	267	268	269	270	271	272	273
137 C	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288
137 C	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303
137 C	304	305	306	308	309	310	312	314	315	317	318	319	320	321	322
137 C	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337
137 C	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352
137 C	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367
137 C	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382
137 C	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397
137 C	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412
137 C	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427
137 C	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442
137 C	443	444	445	446	447	448	449	450	452	453	454	455	456	457	458
137 C	459	460	461	462	463	464	466	467	468	469	470	471	472	473	474
137 C	475	476	477	478	479	480	481	482	484	485	486	487	488	489	490
137 C	491	492	493	494	495	496	497	498	499	500	501	502	503	504	505
137 C	506	507	508	509	510	511	512	513	514	515	516	517	518	519	520

137 C	521	522	523	524	525	526	527	528	529	530	531	532	533	534	535
137 C	536	537	538	539	540	541	542	543	544	545	546	547	548	549	550
137 C	551	552	553	554	555	556	557	558	560	562	563	564	565	566	567
137 C	568	569	570	571	572	573	574	575	576	577	578	579	580	581	582
137 C	583	584	585	586	587	588	589	590	591	592	593	594	595	596	599
137 C	601	602	604	606	607	608	609	610	611	612	613	614	615	616	617
137 C	618	619	620	621	622	623	624	625	626	627	628	629	630	631	632
137 C	634	635	636	637	638	639	640	641	643	644	645	646	647	648	649
137 C	650	651	652	653	654	655	656	659	660	661	662	663	664	665	666
137 C	668	669	670	672	673	674	675	678	679	680	682	685	687	688	689
137 C	690	691	693	695	696	698	699	700	702	703	705	706	707	708	709
137 C	710	711	712	713	714	715	716	717	718	719	720	721	722	723	724
137 C	725	726	728	729	730	731	732	733	734	735	736	738	739	740	741
137 C	742	743	744	745	746	747	748	749	750	751	752	753	754	755	756
137 C	757	758	759	760	761	762	763	764	765	766	767	768	769	770	771
137 C	772	773	774	775	776	777	778	779	780	781	782	783	784	785	786
137 C	787	788	789	790	791	792	793	794	795	796	797	798	799	800	801
137 C	802	803	804	805	806	807	808	809	810	811	812	813	814	815	816
137 C	817	818	819	820	821	822	823	824	825	826	827	828	829	830	831
137 C	832	833	834	835	836	837	838	839	840	841	842	843	844	845	846
137 C	847	848	849	850	851	852	853	854	855	856	857	858	859	860	861
137 C	862	863	864	865	866	867	868	869	870	871	872	873	874	875	876
137 C	877	878	879	880	881	882	883	884	885	886	887	888	889	890	891
137 C	892	893	894	895	896	897	898	899	900	901	902	903	904	905	906
137 C	907	908	909	910	911	912	913	914	915	916	917	918	919	920	921
137 C	922	923	924	925	926	927	928	929	930	931	932	933	934	935	936
137 C	937	938	939	940	941	942	943	944	945	946	947	948	949	950	951
137 C	952	953	954	955	956	957	958	959	960	961	962	963	964	965	966
137 C	970	971	972	973	974	975	976	977	978	979	980	981	982	983	984
137 C	985	986	987	988	989	990	991	992	993	994	995	996	997	998	999
137 C	1000	1001	1002	1003	1004	1005	1006	1007	1008	1009	1010	1011	1012	1013	1014
137 C	1015	1016	1017	1018	1019	1020	1021	1022	1023	1024	1025	1026	1027	1028	1029
137 C	1030	1031	1032	1033	1034	1035	1036	1037	1038	1039	1040	1041	1042	1043	1044
137 C	1045	1046	1047	1048	1049	1050	1051	1052	1053	1054	1055	1056	1057	1058	1059
137 C	1060	1061	1062	1063	1064	1065	1066	1067	1068	1069	1070	1071	1072	1073	1074
137 C	1075	1076	1077	1078	1079	1080	1081	1082	1083	1084	1085	1086	1087	1088	1089
137 C	1090	1091	1092	1093	1094	1095	1096	1097	1098	1099	1100	1101	1102	1103	1104
137 C	1105	1106	1107	1108	1109	1110	1111	1112	1115	1116	1117	1118	1119	1120	1121
137 C	1122	1123	1124	1126	1128	1129	1130	1131	1132	1138	1139	1140	1141	1142	1143
137 C	1144	1145	1146	1147	1148	1149	1150	1151	1152	1153	1154	1155	1156	1157	1158
137 C	1159	1160	1161	1162	1163	1164	1165	1166	1167	1168	1169	1170	1171	1172	1173
137 C	1174	1175	1176	1177	1178	1179	1180	1181	1182	1183	1184	1185	1186	1187	1188
137 C	1189	1190	1191	1192	1193	1194	1195	1196	1197	1198	1199	1200	1201	1202	1203
137 C	1204	1205	1206	1207	1208	1209	1210	1211	1212	1213	1214	1215	1216	1217	1218
137 C	1219	1220	1221	1222	1223	1224	1225	1226	1227	1228	1229	1230	1231	1232	1233
137 C	1234	1235	1236	1237	1238	1239	1240	1241	1242	1243	1244	1245	1246	1247	1248
137 C	1249	1250	1251	1252	1253	1254	1255	1256	1257	1258	1259	1260	1261	1262	1263
137 C	1264	1265	1266	1267	1268	1269	1270	1271	1272	1273	1274	1275	1276	1277	1278
137 C	1279	1280	1281	1283	1284	1285	1286	1287	1288	1289	1290	1292	1293	1294	1295
137 C	1296	1297	1298	1299	1300	1301	1302	1303	1304	1305	1306	1307	1308	1309	1310

137 C 1311 1312 1313 1314 1315 1316 1317 1318 1319 1320 1321 1322 1323 1324 1325
 137 C 1326 1327 1328 1329 1330 1331 1332 1333 1334 1335 1336 1337 1338 1339 1340
 137 C 1342 1343 1344 1345 1346 1347 1348 1349 1350 1351 1352 1353 1354 1355 1356
 137 C 1357 1358 1359 1360 1361 1362 1363 1364 1365 1366 1367 1368 1369 1370 1371
 137 C 1372 1373 1374 1375 1376 1377 1378 1379 1380 1382 1383 1384 1385 1386 1387
 137 C 1388 1389 1390 1391 1392 1393 1394 1395 1396 1397 1398 1399 1401 1402 1403
 137 C 1404 1405 1406 1407 1408 1409 1410 1411 1412 1413 1415 1417

137AB 1 2 3 18 23 24 25 27 29 30 31 32 33 34 35
 137AB 51 52 53 54 55 56 57 59 60 61 62 63 64 65 66
 137AB 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81
 137AB 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 96 97
 137AB 98 99 101 102 103 104 105 107 108 109 110 111 112 113 114
 137AB 115 116 127 128 129 134 135 136 137 138 139 140 141 230 234
 137AB 236 246 247 263 264 265 272 273 283 285 287 289 291 292 293
 137AB 296 297 299 301 306 314 321 322 323

137AC 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 60 61 63 70
 137AC 71 72 73 74 75 76 79 80 81 82 83 84 85 86 87
 137AC 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102
 137AC 103 104 105 106 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118
 137AC 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133
 137AC 134 135 136 137 138 139 140 142 143 144 145 146 147 148 149
 137AC 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164
 137AC 165 166 167 168 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179
 137AC 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 192 193 194 195
 137AC 196 198 199 200 201 202 203 204 205 206 207 208 216 224 282
 137AC 283 284 285 286 288 290 291 295 296 304 313 324 328 333 334
 137AC 354 355 381 386 388 389 406 408 448 449 450 451 452

137ZC 46 47 48 49 50 51 54 55 56 57 58 59 60 61 62
 137ZC 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 74 75 76 77 78
 137ZC 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 91 92 93 94
 137ZC 95 96 97 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110
 137ZC 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125
 137ZC 126 127 128 129 130 131 133 134 135 137 138 140 141 142 143
 137ZC 145 148 149

137ZD 123 269 270 271 272

137ZE 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15
 137ZE 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30
 137ZE 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 44 45 46
 137ZE 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 62
 137ZE 63 64 65 66 67 68 69 70 71

137ZH 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86
 137ZH 120 122

312C	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
312C	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
312C	31	32	33	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47
312C	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62
312C	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77
312C	78	79	82	83	84	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97
312C	98	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114
312C	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129
312C	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144
312C	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159
312C	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174
312C	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189
312C	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	203	204	205
312C	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220
312C	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235
312C	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250
312C	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265
312C	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280
312C	281	282	283	284	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297
312C	298	299	300	301	302	303	305	306	307	308	309	310	311	312	313
312C	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328
312C	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343
312C	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358
312C	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373
312C	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388
312C	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403
312C	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418
312C	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433
312C	434	435	436	437	438	474	475	476	477	478	480	481	483	484	486
312C	487	488	489	493	494	496	497	498	499	500	501	502			

312ZD	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101
312ZD	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116
312ZD	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131
312ZD	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146
312ZD	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161
312ZD	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176
312ZD	189	190	191												

Direction départementale des territoires

Service Protection et Gestion de l'Environnement

ARRÊTÉ
définissant les prescriptions de l'aménagement foncier agricole et forestier
de la commune de VAL-REVERMONT

Le Préfet,

VU le titre II du livre I du code rural (parties Législative et Réglementaire) ;

VU le code de l'environnement ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Rhône-Méditerranée approuvé le 3 décembre 2015 ;

VU l'étude d'aménagement prévue aux articles L.121-1 et R.121-20 du code rural et de la pêche maritime (*Pré-étude d'Environnement sur la commune de Val-Revermont, ESTAME, mars 2016 ; Pré-étude foncière sur la commune de Val-Revermont, cabinet Bablet-Magnien-Gaud, novembre 2016*) ;

VU les conclusions du commissaire-enquêteur en date du 19 juillet 2016 ;

VU les prescriptions émises, en application de l'article L.121-14 et de l'article R.121-20-1 du code rural par la commission communale d'aménagement foncier de la commune de Val-Revermont dans sa séance du 18 février 2016 ;

VU l'avis du 10 mai 2017 de l'unité territoriale de la direction régionale des affaires culturelles ;

VU l'avis du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques du 28 avril 2017 ;

VU l'avis du 16 mai 2017 de la délégation territoriale de l'agence régionale de santé ;

VU l'avis commun de l'architecte conseil et du paysagiste conseil de l'État du 19 octobre 2017 ;

VU l'arrêté du 27 novembre 2017 portant délégation de signature à M. Gérard PERRIN, Directeur départemental des territoires ;

Considérant que les travaux ne doivent pas impacter les zones humides ni les milieux naturels ni les espèces patrimoniaux ou protégés et que les travaux peuvent concerner des fossés ou des cours d'eau ;

Considérant que le projet porte emprise sur le territoire du site Natura 2000 "Revermont et Gorges de l'Ain" (FR8201640) et qu'il doit être procédé à l'évaluation préalable des incidences du projet sur ce site préalablement à la réalisation des travaux ;

Considérant que la commission communale d'aménagement foncier de la commune de Val-Revermont dans sa séance du 18 février 2016 a approuvé l'ensemble des propositions figurant dans l'étude d'aménagement ;

Sur proposition de M. le Directeur départemental des territoires de l'Ain,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

Le présent arrêté énonce, en application du III de l'article L.121-14 et de l'article R.121-22 du code rural, les prescriptions à respecter par la commission communale d'aménagement foncier de la commune de Val-Revermont, ci-après dénommée la CCAF, dans l'organisation du plan du nouveau parcellaire et l'élaboration du programme de travaux, sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires directement applicables dans le périmètre de l'opération d'aménagement foncier agricole et forestier et sous réserve du droit des tiers.

Elles visent l'ensemble des ouvrages, des aménagements ou des activités décidés et réalisés dans le champ de compétence de la CCAF et constitutifs de travaux connexes à l'opération d'aménagement foncier agricole et forestier, ci-après dénommés les travaux.

Elles s'étendent au territoire inclus dans le périmètre de l'opération ressortant du procès-verbal de la CCAF du 18 février 2016.

Elles ne préjugent pas de l'avis de l'autorité administrative environnementale qui sera saisie en application du deuxième alinéa de l'article L.122-1 du code de l'environnement.

La CCAF devra en outre prendre toute précaution ou toute décision apparaissant utile au respect des dispositions législatives et réglementaires applicables dans le périmètre de l'opération d'aménagement foncier agricole et forestier, à l'occasion de la mise en œuvre des travaux et notamment en vue de satisfaire aux principes posés notamment par l'article L.211-1 du code de l'environnement, dans l'éventualité où les prescriptions objets du présent arrêté apparaîtraient insuffisantes à la connaissance d'éléments nouveaux.

La CCAF ne peut programmer et réaliser dans le périmètre de l'opération d'aménagement foncier agricole que les travaux de type et d'objet cités de manière limitative et exhaustive à l'étude d'aménagement visée aux articles L.121-1 et R.121-20 du code rural, dans les limites de ses compétences juridiques.

Article 2 – Accord au titre d'une autre législation

En application des articles L.121-21 et R.121-29 du code rural, la CCAF soumet les travaux et le plan parcellaire tels qu'ils seront définis au terme de l'élaboration du projet et s'ils relèvent d'un régime d'autorisation au titre d'une autre législation, à l'autorité administrative compétente pour délivrer cette autorisation.

Conformément à l'article R.121-29 du code rural, les accords mentionnés à l'alinéa précédent sont délivrés selon la procédure applicable à l'autorisation requise sans qu'il soit besoin de renouveler les consultations et les enquêtes prévues au livre I^{er}, titre II, chapitre 1^{er} du code rural. A cet effet, les éléments qui seront soumis à l'autorité administrative compétente lui seront directement présentés dans les formes décrites par la procédure applicable à l'autorisation requise, notamment en termes de définition technique, d'évaluation des effets directs ou indirects du projet, et de présentation des mesures destinées à en atténuer les effets.

Le cas échéant, le projet de travaux et le nouveau parcellaire correspondant ne pourront être approuvés par la CCAF en l'absence de l'accord de l'autorité compétente.

Article 3 – Dispositions visant au choix/à la recherche des meilleures solutions possibles pour le respect de l'environnement et à la réduction des impacts environnementaux à la conception du projet

Les travaux projetés doivent préalablement à leur approbation par la CCAF avoir fait l'objet d'une recherche des solutions alternatives élaborées dans l'objectif d'éviter leurs impacts environnementaux, ou à défaut de les réduire et de les compenser. Les documents produits pour l'évaluation de ces impacts devront en rendre compte à l'échelle de chaque parcelle sur laquelle les travaux répondent à un besoin fonctionnel.

Article 4 – Dispositions communes

L'étude d'aménagement est constituée des documents suivants :

- pré-étude d'Environnement sur la commune de Val-Revermont, ESTAME, mars 2016,
- pré-étude foncière sur la commune de Val-Revermont, cabinet Bablet-Magnien-Gaud, novembre 2016.

L'ensemble des propositions figurant dans l'étude d'aménagement, approuvées conformément à la décision de la commission communale d'aménagement foncier de la commune de Val-Revermont dans sa séance du 18 février 2016, ont valeur de prescriptions au sens du I de l'article L.121-14 et de l'article R.121-20-1 du code rural et de la pêche maritime.

Article 5 – Généralités

De nombreux habitats et espèces patrimoniaux et/ou protégées (plantes, chiroptères, amphibiens; oiseaux...) ont été identifiés au stade de la pré-étude, sur le périmètre de l'aménagement envisagé. L'ensemble de ce périmètre d'aménagement foncier présente une sensibilité environnementale forte, et tout particulièrement la partie Est qui concentre à la fois de grands massifs boisés et des zones ouvertes de pelouses sèches couvertes par le périmètre du site Natura 2000 du "Revermont et des gorges de l'Ain".

Le travail du géomètre devra donc permettre la réalisation d'échanges de parcelles supportant les mêmes pratiques agricoles ou sylvicoles afin de diminuer les risques de modification importante des habitats des espèces patrimoniales et/ou protégées ou d'intérêt communautaire.

Article 6 – Déroulement des travaux

Le programme des travaux connexes et l'étude d'impact présenteront le détail des travaux susceptibles d'impacter les objectifs de conservation du site Natura 2000, les habitats d'espèces ou les espèces végétales ou animales patrimoniales identifiées dans l'état initial ainsi que les mesures à mettre en œuvre pour en limiter les incidences.

D'une façon générale, les engins de chantier feront l'objet de nettoyage systématique à l'entrée et à la sortie des zones de travaux afin de limiter au maximum la dissémination d'espèces végétales invasives. Les périodes de travaux devront respecter le cycle biologique des habitats naturels ou des espèces potentiellement impactées.

Article 7 – Dispositions visant à la conservation du site Natura 2000 "Revermont et gorges de l'Ain" (FR 8201640)

La CCAF identifiera dans l'élaboration du projet des travaux les besoins auxquels le projet participe ou peut participer à la solution technique, et dont la satisfaction à terme peut induire des effets préjudiciables sur les habitats et les espèces d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation du site Natura 2000 "Revermont et gorges de l'Ain" (FR 8201640) et présents dans le périmètre de l'opération.

Ces besoins doivent notamment être précisés dans les documents produits pour l'évaluation des incidences des travaux, ainsi que les éléments affectés ou susceptibles d'être affectés par leurs éventuels effets induits, tels que :

- les surfaces sur lesquelles une modification de l'hydromorphie des sols est prévisible du fait du détournement des écoulements superficiels ou subsuperficiels à leur amont ;

- les écosystèmes susceptibles d'être perturbés du fait des travaux ou des modifications des conditions d'exploitation des parcelles permises à la faveur des travaux ;
- les corridors biologiques, lorsque les travaux peuvent être à l'origine de perturbations de leur fonctionnement écologique.

L'étude d'impact portera sur les surfaces définies de la manière suivante :

- le périmètre des travaux qui seront envisagés et leur zone d'influence directe,
- la zone des effets éloignés et induits comportant l'ensemble des unités écologiques potentiellement perturbées par les travaux.

Les incidences sur les objectifs de conservation des sites Natura 2000 seront évaluées dans les formes prévues à l'article R.414-23 du code de l'environnement. L'absence d'atteinte aux objectifs de conservation des sites Natura 2000 sera le cas échéant justifiée.

Les habitats d'intérêt communautaire ne peuvent être détruits que pour une raison impérative d'intérêt public majeur et après avis de la Commission Européenne.

Article 8 – Dispositions visant à la préservation des zones ouvertes de pelouses sèches

Aucune modification de l'assolement parcellaire n'aura lieu lors des échanges parcellaires.

Il est recommandé de mettre en place des réseaux permettant de créer des zones d'abreuvement pour les troupeaux lors de la réalisation des travaux connexes. Ceci permettrait d'assurer une certaine attractivité dans l'exploitation extensive de ces pâturages et ainsi leur pérennité.

Il est également recommandé que le programme de travaux connexes prévoit la réouverture de pelouses en cours d'embroussaillage.

Article 9 – Dispositions visant à la préservation des espèces protégées

En vertu de l'article L.411-1 du code de l'environnement, la destruction, l'altération ou la dégradation des habitats d'espèces animales protégées, ainsi que des stations accueillant des plantes protégées sont interdites.

Les habitats d'intérêt communautaire ne peuvent être détruits que pour une raison impérative d'intérêt public majeur et après avis de la Commission Européenne.

La commission communale devra démontrer qu'aucun préjudice n'est porté aux habitats et aux espèces concernées, tant en ce qui concerne les échanges parcellaires, le programme de travaux connexes, que dans l'exécution de ce dernier.

Article 10 – Dispositions visant à la préservation des corridors écologiques

La fonctionnalité du corridor biologique localisé au Sud de l'aire d'étude, identifié lors de la phase de pré-étude sur l'environnement (donnée issue du SRCE) devra être maintenue.

L'étude d'impact devra également veiller à identifier précisément l'impact de l'aménagement foncier sur les corridors biologiques identifiés à une échelle plus fine (niveau local, échelle du périmètre d'étude) et, le cas échéant, envisager les mesures de préservation et/ou compensatoires adéquates. Une attention particulière devra notamment être portée sur le rôle de la maille bocagère et des bosquets.

Article 11 – Dispositions visant à la préservation des haies

Il est nécessaire de maintenir les haies définies « à conserver » (en vert sur la cartographie des contraintes environnementales). En effet, la conservation de ces linéaires bocagers permettra d'éviter des impacts trop importants sur les continuités écologiques ainsi que sur les communautés de chiroptères (dont certaines ont justifiées la désignation du site Natura 2000), d'amphibiens et d'oiseaux qui ont été identifiés au stade de la pré-étude. La suppression de haies de cette nature pourrait, en dernier recours, être envisagée au cas par cas. Le cas échéant, des mesures compensatoires adaptées à leurs qualités écologiques (rôle, structuration, composition, localisation...) et de longueur équivalente devront être

définies. Ainsi, des ouvertures localisées pourront être créées pour la circulation des engins et des animaux et l'élargissement d'un chemin encadré par deux haies entraînant la suppression d'une des deux haies pourra être envisagée. Ces deux cas de figure ne pourront être mis en œuvre que si la CCAF apporte des garanties suffisantes en termes d'absence d'atteintes significatives aux habitats d'espèces, aux espèces d'intérêt communautaires et aux espèces protégées.

Il est nécessaire de conserver la densité de haies actuelle sur le périmètre d'aménagement. D'autre part, les corridors écologiques devront être étudiés à l'échelle locale dans l'étude d'impact et la cohérence du maillage bocager devra être maintenue ou renforcée.

Les travaux de coupes et de défrichement de haies devront intervenir hors de la période de nidification des oiseaux (les travaux ne seront pas autorisés du 1^{er} mars au 15 août), ils interviendront idéalement en début d'automne.

Article 12 – Dispositions visant à la préservation des massifs boisés, des bosquets et des autres boisements non linéaires

- Concernant les espaces boisés classés :

L'organisation du nouveau parcellaire ainsi que la définition et la réalisation des travaux connexes devront respecter les espaces boisés classés dans les documents d'urbanisme en vigueur dans la commune. Pour ces espaces boisés classés, aucun défrichement ne sera autorisé et les coupes et les abattages d'arbres seront soumis à déclaration préalable ainsi qu'à évaluation d'incidences Natura 2000 lorsqu'elles interviennent à l'intérieur du périmètre du site Natura 2000.

- Concernant les massifs :

La réalisation de travaux d'amélioration et de création de plateformes de stockage et d'aires de retournement sont envisagés dans le massif forestier à l'Est du périmètre d'aménagement. La mise en œuvre de mesures définies dans l'étude d'impact veillera donc à éviter toute forme d'impact direct (destruction d'espèces, d'habitats naturels d'intérêt communautaire). Il conviendra également de veiller à ce que la réalisation de ces travaux n'engendre pas d'impacts indirects (fragmentation d'habitats, augmentation de la fréquentation humaine au sein du massif). D'autre part, une évaluation des risques de modification et d'intensification des itinéraires sylvicoles (coupes franches, plantations de taillis à courte rotation d'essences monospécifiques, etc.), liés à la réalisation de ces travaux, au sein du massif devra être menée (intensification engendrée par l'exploitation de la ressource notamment à destination de la filière bois énergie).

Un recensement des arbres remarquables (vieux, creux, morts, têtards servant de gîtes aux chiroptères ou à l'avifaune) sur les zones impactées par les travaux connexes devra être mené et les linéaires de moindre impact devront être définis notamment pour la localisation des dessertes forestières.

- Concernant les bosquets :

La pré-étude n'identifie aucun bosquet à conserver. L'étude d'impact devra donc évaluer leur rôle écologique (accueil de la faune, zone refuge, corridors écologique en pas japonais) et proposer les mesures de protection adaptées le cas échéant.

Article 13 – Dispositions visant à la préservation des cavités

Dans la pré-étude sur l'environnement, plusieurs cavités naturelles ont été identifiées. Ces cavités, d'origine naturelle sur le territoire de l'aménagement, peuvent notamment jouer un rôle important dans le déroulement du cycle biologique des chiroptères. L'étude d'impact devra donc apporter les garanties nécessaires que l'aménagement foncier ainsi que la réalisation du programme de travaux connexes n'engendreront pas d'impacts significatifs sur le fonctionnement écologique de ce réseau de cavités.

Article 14 – Dispositions visant à la préservation des milieux aquatiques

De manière générale, les travaux projetés devront faire l'objet d'une recherche de solutions alternatives élaborées dans l'objectif d'éviter leurs impacts sur les milieux aquatiques ou à défaut de les réduire ou les compenser conformément au SDAGE.

Les travaux prévus devront répondre à un besoin fonctionnel.

Au titre de la protection contre le ruissellement et l'érosion, tout aménagement susceptible de provoquer l'apparition ou d'aggraver les conséquences des écoulements est à proscrire ou doit faire l'objet de mesures compensatoires sur l'ensemble du périmètre d'aménagement foncier, et plus spécialement au niveau des zones présentant des risques particuliers de ruissellement et d'érosion, en raison notamment de la nature des sols, des conditions de leur occupation, de la faible présence de couverture végétale et de haies, de leur déclivité ou des pratiques agricoles.

Il convient de :

- maintenir des couvertures végétales permanentes, arbustives ou herbagères, sur les secteurs présentant des risques d'érosion et de ruissellement.
- conserver des espaces boisés, boisements linéaires, haies et plantations d'alignements, ainsi que les talus et murets présentant un intérêt au plan hydraulique.
- préserver les surfaces en herbe et/ou boisées en bordure des cours d'eau et des fossés, ainsi qu'en fond de thalweg.
- conserver ou améliorer l'orientation du parcellaire sur les versants de façon à ce que la plus grande longueur de parcelle et le sens de labour soient perpendiculaires à la pente.
- conserver les zones humides et maintenir le caractère inondable de toutes les surfaces situées dans les zones d'expansion des crues. On entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année.

De manière exceptionnelle, si la conduite des opérations rend nécessaire la suppression d'espaces boisés, de boisements linéaires, de haies, de plantations d'alignement, d'espaces herbagers, de zones humides, de talus ou de murets présentant un intérêt au plan hydraulique, des aménagements équivalents au titre des mesures compensatoires devront être prévus dans le programme de travaux connexes arrêté par la commission d'aménagement foncier. Les emprises correspondantes seront identifiées sur le nouveau plan parcellaire. Attention, pour les zones humides, les mesures compensatoires doivent représenter une superficie d'au moins 200 % de la surface détruite.

La création, modification ou suppression de tout fossé, tout ruisseau ou ouvrage hydraulique devra faire l'objet d'une étude spécifique afin de caractériser l'impact de ces travaux sur les écoulements, et le cas échéant fixer les mesures compensatoires. La cartographie des cours d'eau en ligne sur le site des services de l'État du département de l'Ain est le document de référence pour savoir si un écoulement est un cours d'eau ou non. S'il figure sur la cartographie en tant que "cours d'eau par défaut", une demande d'expertise est à formuler auprès de la DDT/SPGE.

Article 15 – Dispositions relatives au paysage

Une attention particulière sera portée sur les arbres isolés existants ou à replanter dans le cadre du projet de réorganisation parcellaire des prairies. Les arbres isolés existants seront maintenus.

De manière exceptionnelle, si la conduite des opérations rend nécessaire la suppression de certains de ces arbres, des aménagements équivalents au titre des mesures compensatoires devront être prévus dans le programme de travaux connexes arrêté par la commission d'aménagement foncier.

Le maintien d'un parcellaire en lanière directement en contact avec l'habitat sera recherché.

Tous les éléments du paysage agricole ou naturel (murets en pierres, chemins creux, vergers, haies, arbres, fossés...) qui s'immiscent dans les secteurs habités seront maintenus voire renforcés.

Article 16 – Dispositions relatives à la salubrité des agglomérations

Les parcelles susceptibles de permettre la mise en place ou l'extension d'assainissement collectif, réservées le cas échéant par la commune à au moins 100 m des habitations pour renforcer l'assainissement des hameaux et inclus dans la zone du projet seront identifiées pour conserver cette vocation.

Article 17

Le présent arrêté est transmis au président du conseil départemental, au maire de Val-Revermont et à la commission communale d'aménagement foncier de Val-Revermont.

Le présent arrêté sera affiché pendant quinze jours au moins en mairie de Val-Revermont.

Il sera inséré au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Article 18

Le présent arrêté peut être contesté :

- par recours gracieux auprès du préfet ou hiérarchique auprès du ministre dans un délai de deux mois à compter de sa publication ;
- par recours contentieux devant le tribunal administratif, dans un délai de deux mois, soit à compter de la réponse du préfet ou du ministre ou soit à l'expiration du premier délai de deux mois, le silence gardé par l'administration valant décision implicite de rejet.

Article 19

Le Directeur départemental des territoires de l'Ain, le Président du Conseil départemental de l'Ain, le Président de la Commission communale d'aménagement foncier de Val-Revermont sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bourg en Bresse, le **20 DEC 2017**

Le Préfet,
Par délégation du Préfet,
Le Directeur départemental des territoires,

~~Gérard~~ PERRIN

01_UDDIRECCTE_Unité départementale de la Direction
régionale des entreprises, de la concurrence, de la
consommation, du travail et de l'emploi de l'Ain

01-2018-03-30-006

Arrêté fixant la composition de l'observatoire d'analyse et
d'appui au dialogue social et à la négociation



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Aut

MINISTÈRE DU TRAVAIL

Unité Départementale de l'Ain
DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes

ARRETE
fixant la composition de l'observatoire d'analyse et d'appui au dialogue social
et à la négociation du département de l'Ain

La Responsable de l'Unité Départementale de l'Ain de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Vu le code du travail notamment ses articles L.2234-4 à 7 et R.2234-1 à 4 et D.2622-4,

Vu l'arrêté interministériel du 1^{er} septembre 2015 portant nomination de Madame Patricia BARTHÉLEMY, en qualité de directrice régionale adjointe, responsable de l'unité départementale de l'Ain de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes à compter du 1^{er} octobre 2015,

Vu la décision du directeur de la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes en date du 08 janvier 2018 ayant arrêté la liste des organisations syndicales représentatives au sens des articles L2234-4 et suivants du code du travail,

Vu les désignations de leurs représentants effectuées par les organisations professionnelles interprofessionnelles ou multi professionnelles représentatives au niveau national et par les organisations syndicales considérées comme représentatives au titre des articles sus visés dans le département,

ARRETE

Article 1^{er} : L'observatoire d'analyse et d'appui au dialogue social et à la négociation est composé, outre la responsable de l'unité départementale de la DIRECCTE ou de son suppléant, de la façon suivante :

- Au titre de la CFDT
Titulaire : Didier MAYER
Suppléant : Jurgen DE NEVE
- Au titre de la CGT
Titulaire : Fabrice CANET
Suppléant : Corinne JACQUET-GARCIA
- Au titre de l'UNSA
Titulaire : Jérôme FRIAUD
Suppléant : Carole JULLIERON
- Au titre de FO
Titulaire : Franck STEMPFLER
Suppléant : Denise VALENÇON

- Au titre de la CFTC
Titulaire : Philippe JOSSE
Suppléant : Hervé GOUILLOUX
- Au titre de la CGC
Titulaire :
Suppléant :
- Au titre de l'UPA
Titulaire : Ghania CAÏDI
Suppléant : Roland FAYARD
- Au titre du MEDEF
Titulaire : Dominique VARLET
Suppléant : Marie-Line DESMARQUEST
- Au titre de la CPME
Titulaire : Eric DEZ
Suppléant : Jean-Pierre DELPÉRIÉ
- Au titre de l'UDES
Titulaire :
Suppléant :
- Au titre de la FESAC
Titulaire :
Suppléant :
- Au titre de la FDSEA
Titulaire :
Suppléant :

Article 2 : La responsable de l'unité départementale de l'Ain de la Direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Auvergne-Rhône-Alpes, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de l'Ain.

Fait à Bourg-en-Bresse, le 30 mars 2018

La Directrice Régionale Adjointe,
Responsable de l'Unité Départementale de l'Ain

Patricia BARTHÉLEMY

Voie de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de 2 mois auprès de Monsieur le Président du Tribunal administratif, de Bourg-en-Bresse

La décision contestée doit être jointe au recours.

01_UDDIRECCTE_Unité départementale de la Direction
régionale des entreprises, de la concurrence, de la
consommation, du travail et de l'emploi de l'Ain

01-2018-03-29-001

Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP390527422
_FACIL IMPOTS



PRÉFET DE L'AIN

*DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES,
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LA RÉGION
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
UNITÉ DÉPARTEMENTALE DE L'AIN*

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP390527422**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5;

Le préfet de l'Ain

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - unité départementale de l'Ain le 27 mars 2018 par Monsieur Luc THOMAS en qualité de Gérant, pour l'organisme Facil'Impôts dont l'établissement principal est situé 1 avenue de l'Europe 01100 OYONNAX et enregistré le 28 mars 2018 sous le N° SAP390527422 pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :

- Assistance administrative à domicile

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Bourg-en-Bresse, le 28 mars 2018

Pour le Préfet et par délégation
Pour la Directrice de l'Ain
le responsable du service des mutations
économiques

Stéphane SOUQUES

01_UDDIRECCTE_Unité départementale de la Direction
régionale des entreprises, de la concurrence, de la
consommation, du travail et de l'emploi de l'Ain

01-2018-03-30-001

Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP800275141
_decl_SAVIN CLEMENT



PRÉFET DE L'AIN

*DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES,
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LA RÉGION
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
UNITÉ DÉPARTEMENTALE DE L'AIN*

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP800275141**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5;

Le préfet de l'Ain

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - unité départementale de l'Ain le 28 mars 2018 par Monsieur Clément Savin en qualité de Entrepreneur individuel, pour l'organisme SAVIN CLEMENT dont l'établissement principal est situé 3 hameau de la chapelle 01700 LES ECHETS MIRIBEL et enregistré le 29 mars 2018 sous le N° SAP800275141 pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :

- Petits travaux de jardinage
- Travaux de petit bricolage

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Bourg-en-Bresse, le 29 mars 2018

Pour le Préfet et par délégation
Pour la Directrice de l'Ain
le responsable du service des mutations
économiques

Stéphane SOUQUES

01_UDDIRECCTE_Unité départementale de la Direction
régionale des entreprises, de la concurrence, de la
consommation, du travail et de l'emploi de l'Ain

01-2018-03-29-002

Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP834039000
_CHANEL MICHEL ANDRE



PRÉFET DE L'AIN

*DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES,
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LA RÉGION
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
UNITÉ DÉPARTEMENTALE DE L'AIN*

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP834039000**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5;

Le préfet de l'Ain

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - unité départementale de l'Ain le 27 mars 2018 par Monsieur MICHEL ANDRE CHANEL en qualité de entrepreneur individuel, pour l'organisme CHANEL Michel André dont l'établissement principal est situé 580 CHEMIN DES BROLIÈRES 01660 MEZERIAT et enregistré le 27 mars 2018 sous le N° SAP834039000 pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :

- Petits travaux de jardinage
- Travaux de petit bricolage

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Bourg-en-Bresse, le 27 mars 2018

Pour le Préfet et par délégation
Pour la Directrice de l'Ain
le responsable du service des mutations
économiques

Stéphane SOUQUES

01_UDDIRECCTE_Unité départementale de la Direction
régionale des entreprises, de la concurrence, de la
consommation, du travail et de l'emploi de l'Ain

01-2018-03-30-002

Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP835372046
_HOME CONCEPT



PRÉFET DE L'AIN

*DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES,
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LA RÉGION
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
UNITÉ DÉPARTEMENTALE DE L'AIN*

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP835372046**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5;

Le préfet de l'Ain

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - unité départementale de l'Ain le 22 mars 2018 par Monsieur Anthony Marien en qualité de gérant, pour l'organisme HOME CONCEPT dont l'établissement principal est situé 58 rue de la Versoix 01220 DIVONNE LES BAINS et enregistré le 29 mars 2018 sous le N° SAP835372046 pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :

- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Petits travaux de jardinage
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé
- Livraison de courses à domicile
- Soins et promenade d'animaux de compagnie pour personnes dépendantes (hors soins vétérinaires et toilettage)
- Maintenance et vigilance temporaires à domicile de la résidence principale et secondaire

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

.../...

HOME CONCEPT SAP835372046

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Bourg-en-Bresse, le 29 mars 2018

Pour le Préfet et par délégation
Pour la Directrice de l'Ain
le responsable du service des mutations
économiques

Stéphane SOUQUES

HOME CONCEPT SAP835372046

01_UDDIRECCTE_Unité départementale de la Direction
régionale des entreprises, de la concurrence, de la
consommation, du travail et de l'emploi de l'Ain

01-2018-03-30-003

Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP838046159
_C_NET.rtf



PRÉFET DE L'AIN

*DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES,
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LA RÉGION
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
UNITÉ DÉPARTEMENTALE DE L'AIN*

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP838046159**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5;

Le préfet de l'Ain

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - unité départementale de l'Ain le 22 mars 2018 par Mademoiselle Oriane Cortes en qualité de **entrepreneur individuel**, pour l'organisme C-Net dont l'établissement principal est situé 218 rue des Pâquerettes 01200 CHATILLON EN MICHAILLE et enregistré le 29 mars 2018 sous le N° SAP838046159 pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :

- Entretien de la maison et travaux ménagers

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Bourg-en-Bresse, le 29 mars 2018

Pour le Préfet et par délégation
Pour la Directrice de l'Ain
le responsable du service des mutations
économiques

Stéphane SOUQUES

01_UDDIRECCTE_Unité départementale de la Direction
régionale des entreprises, de la concurrence, de la
consommation, du travail et de l'emploi de l'Ain

01-2018-03-30-004

Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP838094191
_EM CENTRE DEPANNAGE BRICOLAGE.rtf



PRÉFET DE L'AIN

*DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES,
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LA RÉGION
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
UNITÉ DÉPARTEMENTALE DE L'AIN*

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP838069516**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5;

Le préfet de l'Ain

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - unité départementale de l'Ain le 16 mars 2018 par Monsieur FERNANDO JORGE FERREIRA MARQUES en qualité de gérant, pour l'organisme E.M. EQUIPE MARQUES SARL dont l'établissement principal est situé 13 AVENUE DES SPORTS 01210 FERNEY VOLTAIRE et enregistré le 29 mars 2018 sous N° SAP838069516 pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :

- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Travaux de petit bricolage

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Bourg-en-Bresse, le 29 mars 2018

Pour le Préfet et par délégation
Pour la Directrice de l'Ain
le responsable du service des mutations
économiques

Stéphane SOUQUES

01_UDDIRECCTE_Unité départementale de la Direction
régionale des entreprises, de la concurrence, de la
consommation, du travail et de l'emploi de l'Ain

01-2018-03-30-005

Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP838094191_LASSALLE
DAMIEN



PRÉFET DE L'AIN

*DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES,
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LA RÉGION
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
UNITÉ DÉPARTEMENTALE DE L'AIN*

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP838094191**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5;

Le préfet de l'Ain

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - unité départementale de l'Ain le 26 mars 2018 par Monsieur Damien Lassalle en qualité de Entrepreneur individuel, pour l'organisme LASSALLE DAMIEN dont l'établissement principal est situé 193 Chemin de Chavagneux 01800 VILLIEU LOYES MOLLON et enregistré le 29 mars 2018 sous le N° SAP838094191 pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :

- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Petits travaux de jardinage
- Travaux de petit bricolage

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Bourg-en-Bresse, le 29 mars 2018

Pour le Préfet et par délégation
Pour la Directrice de l'Ain
le responsable du service des mutations
économiques

Stéphane SOUQUES

84_ARS_Agence Régionale de Santé
Auvergne-Rhône-Alpes

01-2018-03-27-004

Arrêté DGARS 2018-1204 portant autorisation de transfert
d'une officine à THOISSEY dans l'AIN

Arrêté autorisation transfert d'une pharmacie dans l'AIN

Arrêté n°2018-1204

Portant autorisation de transfert d'une pharmacie d'officine dans l'Ain à THOISSEY.

Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes

Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5125-1 à L. 5125-32 et R 5125-1 à R 5125-13 relatifs aux pharmacies d'officine ;

Vu l'arrêté du 21 mars 2000 fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 août 1942 accordant la licence n° 34 pour la pharmacie d'officine située 29-31 grande rue à THOISSEY (01140) ;

Vu l'article 5 de l'ordonnance n° 2018-3 du 3 janvier 2018 relative à l'adaptation des conditions de création, transfert, regroupement et cession des officines de pharmacie ;

Vu la demande présentée le 19 octobre 2017 par Monsieur Olivier FILLON, titulaire de l'officine de THOISSEY (01140) pour le transfert des locaux de la pharmacie à l'adresse suivante : 48-50 Faubourg des Dombes dans la même commune, demande enregistrée le 11 janvier 2018 ;

Vu l'avis de la Fédération des Syndicats Pharmaceutiques de France (FSPF), Syndicat des Pharmaciens de l'Ain, en date du 5 mars 2018 ;

Vu l'avis de Monsieur le Préfet de l'Ain en date du 14 mars 2018 ;

Vu l'avis du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de la région Rhône-Alpes en date du 12 février 2018 ;

Vu le rapport du pharmacien inspecteur de santé publique en date du 23 mars 2018 ;

Vu la saisine à l'Union Nationale des Pharmacies de France (UNPF) délégation de l'AIN, syndicat de la région Rhône Alpes, en date du 12 janvier 2018 ;

Considérant que la demande de transfert, enregistrée le 11/01/2018, demeure soumise aux dispositions du code de la santé publique dans leur rédaction antérieure à la date de publication des décrets pris pour l'application de l'ordonnance susvisée :

Considérant que l'article L.5125-3 du code de santé publique prévoit que les transferts d'officines ne doivent pas compromettre l'approvisionnement nécessaire en médicaments de la population résidente de la commune ou quartier d'origine et doivent permettre de répondre de façon optimale aux besoins de médicaments de la population résidant dans le quartier d'accueil de ces officines :

Considérant que le transfert envisagé se fera au sein de la même commune de THOISSEY (01140) dans l'AIN à 230 m de l'implantation d'origine et permettra de répondre à ces conditions ;

Considérant que le local projeté répond aux conditions minimales d'installation mentionnées dans les articles R 5125-9 et R 5125-10 du code de la santé publique ;

Considérant les observations mentionnées dans le rapport du pharmacien inspecteur de santé public et qui doivent être prises en compte ;

ARRETE

Article 1 : La licence prévue par l'article L.5125-4 du code de la santé publique pour Monsieur Olivier FILLON est accordée sous le n° : **01# 000396** pour le transfert de son officine de pharmacie à l'adresse suivante :

**48-50 rue du Faubourg des DOMBES
01140 THOISSEY**

Article 2 : Le transfert ainsi autorisé devra être réalisé dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 : le jour de la réalisation du transfert, l'arrêté préfectoral du 10 août 1942 accordant la licence n° 34 à l'officine de pharmacie sise 31 grande rue à THOISSEY sera abrogé.

Article 4 : Dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès de Monsieur le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne - Rhône-Alpes ;
- d'un recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre des Solidarités et de la Santé ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Ces recours administratifs (gracieux et hiérarchique) ne constituent pas un préalable obligatoire au recours contentieux

Article 5 : Le Directeur de l'offre de soins et le Délégué départemental de l'Ain de l'Agence Régionale de Santé Auvergne Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au demandeur et publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de la région Auvergne - Rhône-Alpes et du département de l'Ain.

Fait à Bourg en Bresse le 27 mars 2018
Pour le Directeur Général et par délégation
Le délégué départemental de l'Ain
Signé Philippe GUETAT